



REGARDS
CROISÉS
HORS les
MURS

ACTES DE LA JOURNÉE

DU 15 NOVEMBRE 2018
AU MANS



COLLOQUE ORGANISÉ PAR



OSPJ

L'OBSERVATOIRE
SARTHOIS des
POLITIQUES
JEUNESSE



MOT D'INTRODUCTION

ELEN DEBOST

ADJOINTE AU MAIRE DU MANS, DÉLÉGUÉE À LA JEUNESSE

J'ai été agréablement surprise et positivement interpellée par le thème choisi : « politique jeunesse hors les murs ».

C'est drôle qu'on ne l'écrive qu'aujourd'hui et que ce ne soit qu'aujourd'hui qu'on le retrouve comme thème des Regards Croisés de la jeunesse.

Bien avant d'être élue, cela fait plus de 10 ans, j'étais dans une autre ville et dans une autre vie à Dijon et j'avais été sollicitée par la ville de Dijon après les émeutes de 2005. Les structures jeunesse et les villes se rendaient compte que les jeunes ne fréquentaient plus, ou plus beaucoup, les structures jeunesse et les structures d'éducation populaire. Donc tous les acteurs du secteur jeunesse ainsi que les collectivités publiques étaient assez démunis à cette période. Et en effet depuis, c'est très péniblement que nous faisons évoluer nos politiques jeunesse. Que ce soit celles des collectivités ou celles des autres acteurs, car il faut remettre en question toute une culture de travail, une façon de travailler, qui vient se croiser avec des diminutions de moyens très conséquentes sur les politiques jeunesse, ce qui nous impacte aussi. Il y a un moment où la question revient juste à se dire que pour mener une politique jeunesse il faut avant tout pouvoir toucher les jeunes. Et l'on se rend compte que lorsque l'on reste dans nos associations, dans nos bureaux, dans nos antennes de quartier... les jeunes ne poussent pas la porte.

Je pense qu'on ne peut plus mener de politique jeunesse sans avoir de démarche hors les murs. Alors maintenant il faut les inventer, les faire rêver aussi et puis savoir comment, en fonction de tous ses publics jeunesse différents, on va modifier nos pratiques de professionnels de la jeunesse pour continuer à être efficace, pour ne pas laisser sur le côté les jeunes qui ne poussent plus les portes des antennes jeunesse, pas plus qu'ils ne poussent les portes des théâtres, des cinémas...

C'est donc une énorme part de notre mission et c'est même la genèse d'un projet important, une des grandes ambitions de ce mandat pour la jeunesse du Mans qu'est la « couveuse ». L'objectif même de cette action était de passer au hors les murs. On doit chercher comment faire venir les jeunes à nous, comment avec leurs envies et leurs projets on peut leur montrer qu'on peut les accompagner encore, même après 15 ans, même quand ils n'ont plus envie de nous voir et de venir en atelier.

J'espère que les productions du jour et les réflexions seront constructives et nous permettront à toutes et tous de mieux faire notre travail à l'avenir et d'inventer des façons de le faire pour les années qui viennent car c'est un des défis des politiques jeunesse : comment continuer à intéresser les jeunes ? ■



POUR CETTE 5^E ÉDITION, LES REGARDS CROISÉS ONT CONFIRMÉ QU'ILS SONT L'ÉVÉNEMENT ANNUEL INCONTOURNABLE DES POLITIQUES DE JEUNESSE SUR LE DÉPARTEMENT. PLUS DE 80 PERSONNES RÉUNIES AU SKATEPARK DE LA VILLE DU MANS – LE SPOT SE SONT RETROUVÉES POUR UNE JOURNÉE D'ÉTUDE ET D'ÉCHANGES LE JEUDI 15 NOVEMBRE 2018 AUTOUR DE LA THÉMATIQUE :

« Quelles politiques d'animation hors les murs ? »

Ce vaste champ de travail ne se limite pas au champ traditionnel de l'animation jeunesse, il implique de nombreux partenariats et une politique transverse. Il concerne autant le milieu urbain que rural. Il permet d'aborder aussi bien les pratiques des jeunes en constante évolution, que l'adaptation du référentiel métier des professionnels, et de réinterroger les ambitions des élus pour la jeunesse. Il permet de s'intéresser à d'autres publics jeunes qui sont invisibles pour les structures..

De nombreux questionnements ont trouvé écho lors de cette journée : y a-t-il une animation spécifique en milieu rural ou urbain ? Quels impacts ont les prises de compétences des nouvelles Communautés de Communes ? S'agit-il encore d'animation ou d'accompagnement ? Faut-il une entrée par public ? Faut-il des équipes pluridisciplinaires d'animation « sociale » ? On voit ainsi que pour animer « hors les murs », il ne s'agit pas tant d'animer ailleurs, que d'animer différemment.

S'appuyant toujours sur des illustrations concrètes, ces Regards Croisés ont permis d'avoir des éléments théoriques de réflexion sur les objectifs poursuivis lorsqu'on anime hors les murs, les moyens mis en œuvre, et les effets attendus. De

larges temps ont permis de réfléchir en commun autour des pratiques déjà en place ou de se projeter vers de nouvelles pistes.

Les Regards Croisés n'ambitionnaient pas de résoudre cette problématique complexe et multiple en une journée, néanmoins ils ont à coup sûr contribué à enrichir la réflexion de chacun, élus, animateurs, institutionnels, salariés et bénévoles associatifs, sur ses pratiques, postures et souhaits pour la jeunesse.

Déjà, des poursuites de ce travail sont envisagées dans le cadre des réunions plénières du Réseau Animation Jeunesse du département, et lors d'un voyage d'étude en Italie à l'automne 2019 à la découverte des politiques de jeunesse italiennes.

Nous remercions tout particulièrement les membres du comité technique qui se sont investis dans l'organisation de cette journée : les CEMEA, la DDCCS, la CAF, Le Flore Habitat Jeunes, la ville de La Flèche et bien sûr la ville du Mans et le Spot, ainsi que les intervenants qui ont animé la journée : Laurent Ott, Régis Balry, Mathilde Bruneau, Alassane Guissé, Yann Godeau, Paola Zancanaro, Alice Mazzoli, Rémi Sécher, Aziz Gouri, Fabienne Dejan et Stéphane Hérisson. ■

SOMMAIRE

P06 Présentation générale de la journée

P08 Introduction de la matinée

P09 Intervention de Laurent Ott

P16 Témoignages

P17 > Intervention d'Alassane Guissé

P19 > Intervention de Yann Godeau

P21 > Intervention de Mathilde Bruneau

P22 Remarques du public et retour de Laurent Ott

P24 Synthèses des quatre ateliers

P25 > « Hors les murs » & impacts : que cherche-t-on à générer (pour les jeunes, les habitants, le territoire ...) Et comment le mesurer ?

P29 > « L'animation itinérante, quels outils et quels moyens ? »

P32 > « Aller vers un public éloigné », méthodes et processus

P35 > « Un pas de côté », voyage d'étude en Italie

P39 Conclusion faite par la « compagnie la limprost théâtre forum »



OSPJ

L'OBSERVATOIRE
SARTHOIS des
POLITIQUES
JEUNESSE

L'Observatoire Sarthois des Politiques Jeunesse (OSPJ)

a été créé en novembre 2011 à l'initiative de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de la Sarthe. Il rassemble l'ensemble des acteurs éducatifs du département : élus et professionnels des institutions, organismes, collectivités, associations de jeunesse et mouvement sportif, en charge de la mise en œuvre des politiques locales au bénéfice des 11/30 ans.

Lieu d'échanges et d'analyse, cette instance a pour objet de :

- Partager un regard global sur la jeunesse du département,
- Produire des études à intérêt départemental,
- Expérimenter des démarches innovantes sur les territoires,
- Communiquer sur les actions mises en place dans le département,
- Capitaliser les expériences acquises.

5^{ème} édition de Regards Croisés « Quelles politiques d'animation hors les murs ? »

L'Observatoire Sarthois des Politiques de Jeunesse interroge cette année « l'animation hors les murs ».

Des initiatives nombreuses et diverses se développent sur les territoires en milieu urbain comme en milieu rural. Elles répondent toutes à l'idée du « aller vers » et modifient (ou complètent) la pratique des professionnels.

S'appuyant sur des illustrations concrètes, ces Regards Croisés tenteront d'identifier l'intérêt et l'impact de ces « nouvelles » formes d'animation.



JEUDI 15 NOVEMBRE 2018

au SKATEPARK « LE SPOT » LE MANS



- 9h00 — Accueil
- 9h30 — Présentation de la journée
- 9h45 — Pourquoi le hors les murs ? motivation-implication
Intervention de **Laurent OTT**, chercheur en travail social
- 10h45 — Différentes approches du hors les murs
Table ronde animée par les **CEMEA** avec des élus, des représentants associatifs et des professionnels de collectivités
- 11h30 — Pause
- 11h45 — Synthèse par **Laurent OTT**
- 12h00 — Présentation du voyage d'étude en Italie organisé par les **CEMEA** pour l'OSPJ
- 12h15 — Repas
- 14h00 — 4 ateliers (au choix)

Atelier 1 : « Un pas de côté », voyage d'étude en Italie
CEMEA et **DDCS**

Atelier 2 : « Aller vers un public éloigné », méthodes et processus
ATD Quart Monde

Atelier 3 : « L'animation itinérante », quels outils et quels moyens ?
Le Flore Habitat Jeunes et **Ville de La Flèche**

Atelier 4 : « Hors les murs et impacts », que cherche-t-on à générer (pour les jeunes, les habitants, le territoire...) ?
Et comment le mesurer ?
CEAS et **Fédération des Centres Sociaux**

15h45 — Restitution gesticulée

16h30 — Clôture

INTRODUCTION DE LA MATINÉE

La rue, sortir des murs, animer la rue...

VERS UNE PÉDAGOGIE SOCIALE (RÉGIS BALRY)

Aujourd'hui la rue telle que nous la vivons est un espace de consommation, de circulation, mais pas forcément, pas toujours un espace de rencontre, d'échange et d'Éducation Populaire.

Aujourd'hui la rue est un espace mixte et parfois non mixte et de manière subie.

Aujourd'hui la rue est peu utilisée par les institutions, les centres sociaux, maisons de quartiers, centre de loisirs.

Aujourd'hui on a parfois peur de la rue, on a une appréhension d'y faire des animations, du théâtre, de se poser. Peut être car on s'expose au regard de tous et toutes, on s'expose à la réaction...

La pédagogie sociale a toujours eu pour objectif d'inverser cette tendance. L'espace public, la rue doit être à nous et en ce sens en tant qu'animateur/trice nous devons nous l'approprier.

Les pratiques dites de pédagogie sociale apparaissent souvent pour aider les nombreux enfants vivant dans la rue. L'enfant de la rue n'est pas nécessairement orphelin ou sans abri. Mais il va chercher protection et reconnaissance dans la rue, auprès de pairs, se regroupe en bande pour survivre et s'entraider. Ainsi ces enfants développent leurs propres règles, en autonomie, et souvent dans le rejet des structures traditionnelles et institutionnelles en lesquelles ils n'ont plus confiance. Mais les jeunes qui traînent dans le quartier, qui tiennent les murs des bas de tours connaissent des similitudes avec les enfants de rue. La pédagogie sociale a toujours posé la question de la rupture entre des parties de la population et les institutions (nos structures jeunesse en font aussi partie)

La pratique de la rue, du dehors est difficilement reproductible. Car l'espace public est rarement

identique : dans son architecture, son organisation matérielle, dans sa fréquentation, dans la saison et la météo, au regard des actualités...

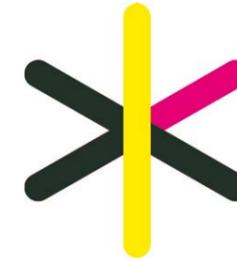
La pratique de la pédagogie sociale nécessite donc en permanence d'ajuster, de modifier, de réfléchir, d'analyser, de tester....

La spécificité de l'animation de rue, de la pédagogie sociale est de mélanger tous les publics et de vivre des animations moins cloisonnées. « Il n'y a pas d'obstacles ou de cloisons entre adultes, enfants usagers, bénéficiaires, volontaires, professionnels, bénévoles. Tous se retrouvent autour de pratiques collectives qui mettent en avant la dimension du vivre et faire ensemble. »

(Laurent Ott)

Animer hors les murs, animer dans la rue, sortir avec son public certes ; mais surtout aller vers d'autres publics et peut être leur permettre de rentrer dans des murs... Aller vers c'est prendre en compte l'enfant, le jeune, l'adulte comme un être social que le pédagogue peut comprendre en l'observant dans son milieu social. L'action pédagogique doit intervenir sur le milieu de vie sociale, sur le public avec une prise en compte de ce milieu pour apporter des réponses aux besoins sociaux.

Travailler cette question, c'est construire une stratégie d'intervention globale. Dans un premier temps, organiser des temps, des rendez-vous dans l'espace public. On projette l'institution dehors. Dans un 2^{ème} temps si on souhaite aller plus loin on passe à une autre étape : on institue, on rend régulier le rendez-vous, le service. Au fil du temps l'action n'a plus forcément l'objectif de faire venir, revenir vers les murs. L'action se suffit pour elle-même en terme d'objectif. ■



CONFÉRENCE
DE LAURENT OTT

CONFÉRENCE DE LAURENT OTT



« L'ANIMATION HORS LES MURS ? »

PARCOURS :

J'ai travaillé dans le secteur social, j'ai été éducateur spécialisé, formateur et j'ai également travaillé dans l'éducation nationale pendant plus de 16 ans. J'ai été instituteur, professeur des écoles et aussi directeur d'école en ZEP. Depuis moins longtemps je suis dans le secteur de l'éducation populaire. J'ai la chance de diriger une association que j'ai fondée qui s'appelle Intermèdes Robinson (<http://www.intermedes.robinson.org>). C'est un centre social et une MJC dans l'Essonne. C'est important pour moi de pouvoir allier les 3 secteurs que sont l'éducation spécialisée, l'éducation populaire et l'éducation nationale. Quand j'ai commencé à travailler comme enseignant, je me rappelle que mes collègues me disaient que j'étais plutôt un animateur. J'ai eu souvent l'impression de faire du social dans l'éducation nationale, j'ai eu l'impression de faire de l'enseignement dans l'éducation spécialisée. Et là dans l'éducation populaire je fais de la pédagogie sociale.

DÉCOUVERTE DE LA PÉDAGOGIE FREINET :

Donc j'ai toujours été fermement habité par cette idée qu'on ne pouvait pas couper en tranche l'action sociale et éducative, que cette action sociale et éducative ne peut être qu'UNE, qu'elle ne peut être que globale et qu'elle ignore complètement les limitations, les segmentations et les clôtures. Cela m'a d'abord habité au niveau intuitif, comme quelque chose que je ressentais et vers quoi j'allais spontanément. Quand j'étais enseignant, j'ai découvert petit à petit que j'allais

naturellement vers la pédagogie Freinet alors que bien entendu personne ne m'avait enseigné la pédagogie Freinet à l'école normale. Et c'est tout naturellement, en m'aidant à la fois de l'expérience et de mes penchants, que j'ai découvert que je faisais du Freinet sans le savoir. Et bien entendu ensuite j'ai préféré faire du Freinet en le sachant et aller au bout de tout cela. Ensuite j'ai voulu théoriser afin de comprendre en quoi et pourquoi cette action décrochée, hors les murs, hors institution, déborde de toutes les institutions que ce soit celle de l'éducation spécialisée, de l'éducation nationale ou de l'éducation populaire (qui me paraît également connaître des limites et des cloisonnements). Je suis habité par cette idée de justement créer, fonder des modes d'intervention hors les murs qui allient ce qu'il y a de vivant à la fois dans le désir d'éduquer, dans le désir de transmettre et dans le désir de transformer. A partir de là nous allons pouvoir créer quelque chose de nouveau.

D'OÙ VIENT LE BESOIN D'ALLER HORS LES MURS ?

J'ai bien conscience que je suis invité aussi pour inaugurer une journée de réflexion où il va y avoir des ateliers, des débats et donc que cela peut être intéressant que j'apporte ici quelques éléments sur la situation. Parce qu'après tout pourquoi parle-t-on d'aller hors les murs ? D'où vient cette idée d'aller au devant des publics, de sortir des institutions ? Qui le réclame ? Et comment se fait-il que maintenant ce soit les municipalités elles mêmes qui le demandent ?

Comment se fait-il qu'aujourd'hui ce soit les institutions elles mêmes qui réclament d'aller dehors ? Et puis surtout quand on nous dit d'aller dehors est ce que tout le monde parle de la même chose ? Est-ce que c'est bien toujours la même manière d'aller dehors, quels sont les implicites qui sont entendus quand nous évoquons le fait d'aller dehors ? Sur quoi repose ce désir d'aller dehors ?

Il me semble à peu près évident que ce besoin, cette inquiétude des institutions sur ce qui se passe dehors est quelque chose de tout à fait récent. Toutes les institutions (Éducation nationale, spécialisée et populaire) ont été construites pour dire que ce qui est bien c'est dedans et que ce qui est mal c'est dehors. Toutes ont été construites sur cette centration sur elles mêmes. C'était même cette centration qui donnait de la légitimité à ses acteurs. C'est parce qu'on était dans une institution qui était déclaré comme le centre et qu'on était à son service qu'on avait de la compétence et de la légitimité. Ce qui est difficile quand on doit aller dehors, c'est justement ça, de se dire comment on va faire sans cette pseudo compétence et sans cette pseudo légitimité, et comment cela va se jouer une fois que je serai à l'extérieur ? Donc d'où est venu ce besoin de sortir, si ce n'est que les institutions ce sont rendu compte petit à petit qu'elles étaient en déclin ? Ce déclin a commencé à partir des années 80, quand les institutions n'ont plus été en mesure d'être garantes de changements de la société, de transformation de destins, de transformation de futurs. C'est-à-dire quand les institutions ont perdu leur sens. Elles ont perdu leur sens au début des années 80 à une époque où il y a eu une véritable transformation sociétale et civilisationnelle. A une époque où l'on a commencé à dire que demain allait être pire qu'aujourd'hui.

LE DÉCLIN DES INSTITUTIONS

Essayons de faire un voyage dans le passé pour voir de quoi les institutions ont été garantes au moment où elles ont été fondées, dans l'après guerre. Toutes ses institutions ont été basées sur l'idée qu'elles préparaient à un avenir radieux, que la société allait vers du mieux, que les individus allaient connaître du progrès, que les conditions de vie de toutes les classes sociales allaient s'améliorer et qu'il y allait avoir un meilleur avenir pour tout le monde. Toutes ses institutions sont apparues dans ce contexte. Et à partir des années 80 il est devenu manifeste que les institutions avaient menti. Elles ne parviennent

pas à modifier les destins. Elles ne parviennent surtout pas à modifier cette terrible impression que nous sommes passés de la promesse d'un meilleur avenir à un avenir qui nous menace.

On ne se rend pas assez compte de ce que cela représente d'un point de vue éducatif et social. Mais imaginez que jusque dans les années 70, cette certitude d'aller vers du mieux concernait réellement tous les milieux. C'était chaque parent dans chaque milieu qui pouvait raisonnablement se dire que la vie de son enfant allait être meilleure que la sienne. Aujourd'hui nous sommes dans une situation où c'est rigoureusement faux, où la plupart des parents ont conscience que même si pour eux ils arrivent à limiter les dégâts, ils sont bien dans l'incapacité de pouvoir garantir cela à ceux qui viennent derrière eux.

Avant les années 80 il avait l'idée d'un progrès collectif, d'une amélioration collective parce que c'était pour nous tous que les choses allaient s'améliorer. On pouvait jusque dans les années 70 penser que les conditions d'existence, y compris de la classe ouvrière allaient s'améliorer. Peu importe qu'on quitte ou non la classe à laquelle on appartient, de toute façon on allait se promouvoir à travers elle. Le collectif était un facteur de progrès. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nous sommes passés d'une société de lutte des classes à une société de lutte des places. On a commencé à dire aux gens et en particuliers aux jeunes des milieux populaires qu'ils ne s'en sortiraient pas avec les autres mais qu'ils allaient devoir s'en sortir malgré les autres, voire contre les autres. Nous avons réinventé l'idée du handicap socio culturel et nous avons recréé toutes les conditions de l'individualisme, de l'isolement et de la solitude. Voilà pourquoi aujourd'hui les institutions oscillent entre deux impossibles, elles peuvent être des structures d'accompagnement de consommation de loisirs, des structures de distinction, de rétribution, de sélection ou alors elles peuvent être des structures qui veulent encore aller du côté de la cohésion sociale et elles n'y parviennent pas. L'un et l'autre sont impossibles. Nous avons décliné à l'intérieur de chaque institution ce qui faisait son sens.

L'école, dans les années 60 - 70 était un lieu où l'on commençait à dire que le but de l'école c'était d'éduquer, d'épanouir les enfants. Les instructions officielles de 1977 présentent pourtant sous un gouvernement particulièrement réactionnaire, notaient dans leur préambule que le but de l'école était l'épanouissement des enfants, que le but des apprentissages

scolaire n'étaient pas de donner des savoirs fondamentaux mais de donner envie d'apprendre. Mesurez l'écart qui a commencé à se creuser dès 1984 par l'apparition d'un ministre venu de l'éducation nationale : Jean-Pierre Chevènement, qui a orienté définitivement l'école dans le sens de la centration sur des savoirs de plus en plus techniques, petits et fondamentaux. La dépréciation du métier d'enseignant a eu lieu en faisant d'eux des techniciens de l'apprentissage. On voit toute la dérive sécuritaire de fermeture et de clôture que l'institution scolaire a pu connaître à partir de cette époque. Clôture qui a été matérialisée rapidement par des générations de plan Vigipirate, par des limitations de sorties, par les autocensures et censures sur les libertés pédagogiques que peuvent prendre les enseignants avec les élèves. Liberté pédagogique réduite à peau de chagrin, au point où l'on se demande dans certaines écoles si les enfants peuvent faire pipi ou pas ? À quelle heure ? Il y a toujours plus de contrôle.

Dans l'éducation spécialisée, dans la protection de l'enfance, on a vu des pratiques qui n'ont pas pu s'adapter aux réalités sociologiques d'aujourd'hui. On a vu par exemple des structures toujours inspirées par la philosophie d'une psychanalyse triomphante des années 70. Des institutions qui en sont restées à se demander quelle place ont les gens et si les gens sont à la bonne place. Dans le travail social encore aujourd'hui majoritairement les équipes sont préoccupées par des questions qui n'ont plus de sens aujourd'hui : Est-ce que ce père est en position de père ? Est-ce que cette mère est en position de mère ? ...Il faut mettre en place un cadre et mon travail va être de tenir le cadre et de permettre aux gens de se repérer dans le cadre. Et si le cadre n'est pas tenu ce sera la preuve qu'il faut recadrer. Une injonction de cadre est une injonction auto-réalisante. De la même manière qu'une injonction sécuritaire est une injonction auto-réalisante.

Nous sommes dans des injonctions auto-réalisantes. Le travail socio-éducatif n'a pas évolué dans sa manière d'aborder les choses et il lui a échappé que la question centrale aujourd'hui n'est pas la question des places. On n'est plus dans la société d'abondance des années 70 où ce qui menaçait les individus c'était la confusion des places et l'impossibilité de savoir qui ils étaient. On est dans une société beaucoup plus réelle dans laquelle la question est : est-ce que vous allez pouvoir continuer à vivre sans vous faire virer ? Est-ce que vous allez pouvoir aller à

l'école sans être déplacé demain ? Le risque de disparition des individus auquel on doit faire face n'est pas symbolique, il est réel. Les individus disparaissent réellement. Voyez comment on organise les flux des hébergés dans les différents 115. Voyez comment chaque structure sous prétexte de se rapprocher de son public, dans le social, l'éloigne en rajoutant des sas. Pour nous qui sommes dans le nord Essonne, la maison des solidarités, dans un souci de se rapprocher du public, a déménagé à Massy et a créé un service de proximité dont le but est de dire aux gens qu'ils se sont trompés d'adresse. On voit de plus en plus de services de proximité qui ne sont en fait que des obstacles supplémentaires sur le chemin de l'accès, parce que nous avons appris à manier le double sens des mots. On parle de cohésion sociale au lieu de fragmentation sociale. On ne parle plus de chômage, on parle de « pôle emploi ». Quand le préfet casse les baraques des femmes et des enfants, il les « évacue ». Quand on rencontre un étranger sans papier on le « raccompagne » à la frontière. Voilà où en est !

Et nous dans l'éducation populaire ? Faut-il que je parle des MJC ? (Maison des Jeunes) Avez-vous vu des jeunes dans les MJC ? Pas moi ! Des jeunes de mon âge continuent à faire des concerts punk de mon âge. Cela n'a pas bougé depuis 50 ans. On est dans quelque chose de figé.

Les 3 manières d'aborder le travail hors les murs :

Voilà pourquoi il y a une prise de conscience malgré tout d'une nécessité de réinventer quelque chose. Il faut sortir de la structure, de l'institution, du cadre, des pratiques habituelles. Et c'est de là que va sortir cette injonction faite aux équipes d'aller travailler dehors. Seulement on peut travailler dehors pour trois raisons qui sont sensiblement différentes les unes des autres.

- De nombreuses institutions décident d'aller faire des animations dehors dans le but d'aller se faire connaître, d'aller au-devant des publics qu'elles ne connaissent pas. Mais on est toujours dans une configuration où l'institution se dit : il y a un problème d'accès, il y a nous et il y a les autres. Les autres ne viennent pas pour des raisons irrationnelles donc on va aller dehors pour leur dire qu'il faut qu'ils viennent voir toutes les bonnes choses que nous faisons. Ça c'est la première stratégie des institutions. Ça ne marche pas parce que cela repose sur un postulat étrange qui est que la non fréquentation serait le résultat d'acteurs irrationnels. Le postulat de

l'acteur irrationnel pose problème d'un point de vue philosophique, politique et éducatif. C'est la stratégie de l'éclaireur.

- D'autres institutions font des animations, des événements à l'extérieur mais dans une stratégie d'avant poste. On va créer une petite permanence dans un local du quartier, on va ouvrir une antenne. On va créer des temps de présence dans différents spots. On est dans cette idée qu'on va mettre un petit bout de l'institution dehors. Le sens est là encore le lien avec l'institution elle-même. On reste persuadé que c'est bien d'aller au devant des publics, que c'est bien d'aller mettre des porteurs de parole dehors, mais que son vrai travail c'est d'être devant son ordinateur, ou en réunion à l'intérieur de l'institution. Même l'acteur qui réalise cela a donc tendance à dévaloriser sa propre initiative en se disant que ce travail qu'il fait dehors est de moins bonne qualité, de moins grand intérêt que ce travail qu'il fait dedans.

- La troisième stratégie, plus rare, est celle de dire : on va dehors pour y rester, pour habiter, pour transformer, pour occuper, et il n'y aura pas de retour en institution. Il y a cette idée que ce que l'on va faire dehors a de la qualité, de la valeur, de l'authenticité. D'accord, cela ne ressemble plus à grand-chose de ce que l'on a appris à faire, et pourquoi ? Parce que quand je suis dehors je perds la maîtrise du cadre, le mot activité n'a plus de sens et je suis soumis au hasard. Les trois ennemis des institutions. La perte de contrôle est le grand ennemi des institutions car elles ont été inventées pour avoir le contrôle. Le hasard c'est tout ce que l'institution ne veut pas : dans une classe d'école tout est fait pour qu'il n'y ait pas de hasard, c'est pour cela que la grille est close, c'est pour cela qu'on dit à l'enfant de se taire quand il arrive, qu'on lui dit de laisser son manteau et si possible aussi son affectivité et ses problèmes sur le porte manteau. C'est parce que tout est déjà prévu. Il ne faut surtout pas que quelque chose de ce qu'il se passe dehors rentre à l'intérieur. Il faut un sanctuaire. On est dans cette idée que c'est en tournant le dos aux flots du monde que l'on arrivera à faire quelque chose de valeur. Toute institution est basée sur la peur de l'environnement et de ce qu'il peut arriver.

UNE PÉDAGOGIE NOUVELLE QUI DÉSTABILISE :

Et voilà pourquoi nous voulons aller travailler dehors, pour être en harmonie avec les événements, au fil de la rencontre, au fil du hasard. Il y a dans ce processus, la perte de

contrôle sur quel public va venir. En institution toutes nos activités sont calibrées et l'on sait quand elles s'adressent aux - de 3 ans, aux 3 à 6 ans, aux pré ado, aux ados ... Mais quand vous êtes dehors vous ne savez rien. Vous savez que vous allez être utilisé, que vous allez servir mais ce n'est pas vous qui avez le contrôle de ce à quoi vous servez. Cela suppose un changement de mental, une modification de ma posture professionnelle qui est déstabilisante car c'est le contraire de ce que l'on avait appris à faire.

L'autre chose c'est que lorsque que je suis dehors, je ne suis pas chez moi. Toute l'éducation populaire dépend de la vision du monde de l'éducation nouvelle. Le grand précurseur de l'éducation nouvelle Jean Jacques Rousseau, avait eu cette idée géniale qu'il fallait arrêter d'être face à son public, qu'il fallait être dans une relation au public différente dans laquelle, au lieu d'être face à face il faudrait être côte à côte. Et plutôt que de faire de l'affrontement, je devrais faire de l'accompagnement. Et plutôt que de retenir et de garder je devrais accueillir. Et voilà pourquoi nous, acteur du social, de l'éducation populaire, de l'enseignement, nous avons un vocabulaire si pauvre ... que seraient nos projets si nous n'avions pas le droit d'utiliser le verbe accompagner. Les travailleurs sociaux ne connaissent qu'un seul verbe : accompagner, et qu'un seul nom commun : l'accueil. Et quand vous êtes dehors vous allez accompagner quoi ? Rien du tout ! Vous allez accueillir quoi ? Rien du tout ! C'est vous qui êtes accueilli. Car quand vous accueillez, vous avez mis des croissants et fait une magnifique salle, dans un lieu idéal car vous voulez que votre public ait droit à du beau... Ça c'est l'éducation nouvelle, une éducation utopiste, idéaliste qui cherche toujours un lieu idéal. Toujours dans cette idée que si les gens ont un lieu idéal, ils vont se transformer comme par magie. C'est le fantasme de l'éducation nouvelle. On contrôle les gens non pas directement mais par l'environnement idéal qu'on leur a façonné. Mais le problème c'est que lorsque vous accueillez dans un endroit si beau, c'est vous qui êtes chez vous. Vous aurez beau dire à l'autre « fais comme chez toi », ce n'est pas vrai car c'est vous qui êtes chez vous. Et quel travail va-t-il rester à l'acteur éducatif dans un tel endroit ? Il va devoir rappeler constamment la fonction du lieu : « ici on enlève ses chaussures ! », « ici on ne court pas ! », « ici on ne se bat pas ! », il va rappeler le cadre sans cesse. C'est très pratique pour le professionnel. Vous voyez donc comment va être perdu le pédagogue social qui va travailler en



milieu ouvert. S'il arrive dans un quartier et qu'il dit « ici on ne se bat pas ! », cela ne fonctionne pas. Travailler dehors ce n'est pas travailler ailleurs, c'est travailler autrement. Et c'est bien ça l'essentiel qu'il faut comprendre. Ce n'est pas juste un changement de cadre, c'est du hors cadre. Ce changement n'est pas un changement de lieu mais de milieu. Travailler dehors n'est pas innocent, anecdotique, cela va profondément modifier ma posture de professionnel et d'acteur.

LES PRINCIPES DE LA POSTURE HORS LES MURS :

Quand nous sommes dehors nous essayons toujours d'avoir une nouvelle posture. Cette posture du travail hors institution est une posture tout à fait différente qui repose sur des principes qui peuvent paraître étonnant vus depuis les institutions.

• **Premier principe** : nous sommes au bon endroit ! Et parce que nous sommes là où il faut être, nous allons y rester et nous installer.

• **Deuxième principe** : les gens qui sont là et qui viennent sont les bonnes personnes. C'est pour elles que l'on est venu. On va les prendre comme elles sont.

• **Troisième principe** : alors que dans le travail institutionnel nous basons tout sur la distance, dans le travail hors les murs nous allons tout baser sur la proximité. Travailler dehors c'est travailler directement là où vivent les gens. A Intermedes Robinson nous avons trois champs d'intervention : les quartiers prioritaires, les hôtels sociaux et les bidon-villes. Proximité géographique et proximité relationnelle sont indispensables. On ne peut pas travailler dehors avec des gens qui n'ont pas de place dedans et qui subissent toutes les violences (sociale, administrative, politique, économique...), sans être avec elles dans une forme de proximité. Nous pensons que dans une société qui attribuait d'autorité une place à chacun comme dans les années 70, la distance pouvait être salutaire, et c'est pour cela qu'on l'enseignait dans les écoles d'éducateurs. Mais dans la société des années 2010 la distance est un abandon, une indifférence, un refus d'investir son propre travail. Nous troquons la distance par l'engagement et cet engagement est affectif, géographique et social. Proximité culturelle également, car on ne peut pas travailler avec des gens qui sont porteurs de toutes les cultures du monde, avec toute cette diversité, si l'on impose ses propres normes culturelles, si l'on n'est pas capable de devenir un peu étranger à ses propres normes et ouvert aux normes des autres.

Proximité politique : parce qu'on ne peut pas être témoin de la manière dont des franges de plus en plus larges de la population sont traitées par les institutions, sans ressentir pour ceux qui subissent ses violences une forme de solidarité et d'alliance.

Où va-t-on nous apprendre à travailler dans la proximité ? Où va-t-on nous apprendre la proximité émotionnelle ? L'engagement affectif ? Moi qui ai été formateur de travailleurs sociaux, j'avais la chance qu'il y ait à la fois une formation d'éducateur spécialisé et une formation d'éducateur pour les jeunes enfants. Et du côté de la formation des éducateurs pour jeunes enfants, j'ai trouvé des références théoriques intéressantes, pour pouvoir rendre professionnel ce travail de l'engagement affectif. Comment pouvons-nous nous attacher et nous impliquer professionnellement ? C'est cela que nous demandons à nos stagiaires et aux membres de notre équipe.

Quel est ce travail hors les murs ? C'est un travail en pédagogie sociale. La pédagogie sociale est la troisième sorte de pédagogie après la pédagogie traditionnelle et l'éducation nouvelle. Elle propose aux gens de travailler exactement là où nous sommes et de se dire que nous allons transformer la vie et l'environnement à partir du point exact où nous sommes. C'est une pédagogie de l'autonomie dans laquelle nous estimons que nous avons cette responsabilité d'agir et que nous sommes les bonnes personnes pour le faire. Nous n'allons pas nous imaginer nous-même comme les éléments d'un vaste réseau qui ne serait qu'à une petite place. Nous n'imaginons pas que nous sommes là pour ramener les gens vers les institutions. Nous imaginons au contraire que nous sommes là pour transformer l'environnement et la vie là où elle est. C'est important, car il y a encore 10-15 ans je pensais encore que l'école était le meilleur endroit pour un enfant et j'ai dépensé beaucoup d'énergie pour que certains enfants puissent aller à l'école. Mais aujourd'hui je n'en suis même plus convaincu, parce que je vois trop ce que donne cette volonté de vouloir toujours passer le relais à un autre. Je vois ce que cela donne comme chute, rupture, fragmentation dans le parcours des enfants et des jeunes. Si un jour on peut être là pour leur dire que c'est ici et maintenant que ça commence, là je crois que l'on pourra enfin toucher un travail social, pédagogique, éducatif et d'éducation populaire qui a du sens. ■

QUESTION DU PUBLIC :

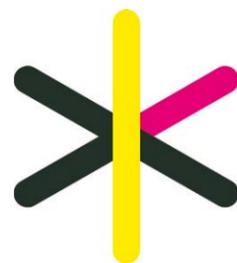
Pour vous que serait un imaginaire social collectif désirable post progressiste et quel rôle pourrait avoir l'éducation populaire dans le développement de cet imaginaire social ?

Laurent OTT :

Je pense qu'il faut simplement changer de manière de concevoir notre travail car nous avons une vision spatiale de notre travail. On imagine que nos actes et nos pratiques sont liés à des lieux. Je trouve qu'en pédagogie sociale, c'est plutôt par rapport au temps qu'on intervient. Il s'agit beaucoup plus d'une pédagogie du temps que de l'espace. On cherche à créer des moments magiques, des moments d'exceptions, des moments de vérités entre les individus, des moments d'authenticité entre acteurs et usagers. Ce ne sont que des moments parce que nous n'avons pas les moyens de changer le système. Ces moments ne sont jamais perdus. Une fois qu'ils ont eu lieu, ils sont un bénéfice que l'on ne pourra jamais retirer à celui qui l'a reçu.

Déjà du temps de Freinet on lui demandait à quoi cela servait de faire des classes où les enfants étaient libres si l'année d'après ils vont au collège. Et Freinet répondait par cette phrase un peu étrange qui venait de son passé d'ancien combattant de guerre, il disait « la nuit tombera bien assez tôt ». Ce n'est pas parce que la nuit va venir qu'il faut se dépêcher de mettre des rideaux et de boucher la lumière. Profitons des petits moments de jour et de lumière parce qu'on ne pourra pas nous les retirer.

Quand on apprend à lire à un enfant en pédagogie Freinet et que ce pouvoir de lire il l'a acquis comme un pouvoir sur le monde, comme un pouvoir d'auteur de sa propre pensée, je ne peux pas garantir que cet enfant fera de grandes écoles, mais je peux garantir que toute sa vie il gardera ce pouvoir de lire pour lui-même. Et que ce pouvoir-là, personne ne pourra jamais lui retirer. Il est là notre pouvoir : créer et donner des choses que personne ne pourra jamais retirer. Et il est là notre nouvel imaginaire relationnel et social. Il faut un travail communautaire. La pédagogie sociale c'est la pédagogie du communautaire. Une construction communautaire qui est peut-être un rempart possible contre une société de violence et une société du communautarisme. ■



TÉMOIGNAGES



TÉMOIGNAGES

ALASSANE GUISSÉ (ÉLU À LA VILLE DE NANTES)

En tant qu'élu nous aimons co-construire nos projets. Ma feuille de route lorsque je suis arrivé dans la ville de Nantes c'était une feuille vierge. Je devais tout construire avec les acteurs et cela permet d'écouter, de faire ensemble et d'avoir d'autres moyens alternatifs. Ces moyens alternatifs ce sont des animations hors les murs. Mais il ne faut pas se cacher qu'entre les 4 murs c'est rassurant pour l'animateur et les gens qui interviennent car on a le cadre, on maîtrise, on a le décor. Aller hors les murs pose des questions quand vous êtes dans un quartier populaire et qu'il y a 75 nationalités différentes. Comment je vais faire ? Comment les gens parlent ? L'idée c'est de faire, mais si celui qui fait ne connaît pas le diagnostic du territoire et les spécificités du quartier cela pose problème pour l'animateur.

Le second problème est la centralisation. Lorsque les acteurs ont l'habitude de tout avoir sur eux, changer ses habitudes c'est de la confrontation. Je me suis battu pendant un an avant que cela puisse bouger. Parce qu'il y avait des questionnements et tout un travail à refaire.

À Nantes nous avons fait ce qu'on appelle les « pépinières jeunesse », cela permet aux acteurs du territoire d'apprendre à travailler ensemble parce que la jeunesse n'a pas de frontière. Lorsqu'il y a centralisation, on sait quel acteur est sur le terrain et si le jeune a des difficultés avec l'acteur, le jeune va se sentir seul. Le fait d'avoir plusieurs acteurs sur un même territoire permet au jeune d'avoir le choix et il sera possible,

et plus facile de faire des choses ensemble.

Il y a également la différence culturelle. On sait aujourd'hui comment les gens sont quand on fait de l'animation en institution. Le but était donc aussi d'aller voir les associations de ressortissants afin de leur dire que le travail que nous faisons permet de créer un cadre de concertation et de la cohésion. La finalité c'est d'avoir des jeunes qui sont soucieux des problèmes des quartiers ou de la république ou d'ailleurs et qu'ils puissent apporter leur contribution. Dans la ville de Nantes nous avons pu faire des choses hors les murs qui sont importantes, mais pour faire de la proximité il est également important de savoir quelle politique nous voulons. Il faut aussi connaître l'aspect culturel, s'engager et éduquer à la paix et à la tolérance. Parce que ce sont des points qui peuvent s'entre-choquer. Il y a des quartiers qui ont des historiques et il faut lever les freins. Quand il y a une association qui monopolise durant des années toute l'offre socio-culturelle ce n'est pas évident de les pousser à changer. Et puis lorsqu'il y a des groupes de jeunes qui proposent des activités ou des méthodes alternatives souvent cela gêne les fonctionnaires ou les acteurs car nous n'arrivons pas à les canaliser. En politique nous avons l'habitude de vouloir cerner et canaliser les actions qui se font parce que cela nous permet d'être réactifs.

J'ai participé à des dialogues citoyens où il s'agit de donner la parole aux acteurs. Le but était de mettre le budget entre leur mains afin



qu'ils trouvent des solutions qui prennent en compte notre volonté politique. Nous avons réussi à le faire surtout concernant l'aspect handicap. Beaucoup d'initiatives ont été prises afin d'aller rencontrer ces personnes en situation de handicap et les faire participer aux dialogues afin qu'ils puissent trouver des moyens de lutter contre les discriminations.

Lorsque l'on a eu ce problème à Nantes concernant ce jeune qui a été tué par un policier, ce n'était pas du tout facile. C'était là une bonne occasion pour se dire qu'il fallait que l'on questionne notre politique de jeunesse. Et l'on a pu parler les yeux dans les yeux pour dire qu'il était temps d'avoir des alternatives pour pouvoir donner hors les murs, et non pas de faire hors les murs pour les ramener les jeunes à l'intérieur. Cela permet d'approcher les jeunes qui sont les plus éloignés des dispositifs sociaux.

Il faut prendre en compte la place des jeunes et les différences culturelles. Le but n'est pas de changer ce que les jeunes veulent faire mais d'apprendre ce qu'ils font, ce qui nous permet de prendre en compte des choses que nous ne savons pas faire. En politique il faut savoir se poser des questions car nous n'avons pas toutes les réponses, les jeunes sont des créateurs donc à partir de leur besoins et de leur aspirations on peut faire des choses ensemble.

QUESTIONS :

Suite à ce qui s'est déroulé à Nantes concernant ce jeune tué par des policiers, certains jeunes ont dégradé des maisons de quartier. Comment expliquer que ces jeunes se soient attaqués à des institutions éducatives ? Par ailleurs pouvez-vous nous citer des actions hors les murs réalisées par la ville de Nantes ?

Lorsque nous avons rencontré les jeunes pour leur dire que les lieux comme les maisons de quartier ou les bibliothèques étaient des lieux pour eux, les jeunes nous ont répondu : « malgré ce que vous avez mis en place pour nous, l'accueil qui nous était réservé parfois ne nous plaisait pas. » D'autres nous ont dit qu'aujourd'hui les associations avaient perdu leur élan. Ils voient ces associations comme des partenaires institutionnels donc le fait qu'ils les brûlent est une manière de se rebeller contre les institutions et cela doit nous interroger sur le regard que portent les jeunes sur ces structures. Les jeunes ne voient plus ses associations de la même manière.

Nous avons fait des activités de rue pour la jeunesse. Nous sommes allés voir les jeunes en situation difficile dans la rue pour proposer la mobilité internationale... Nous avons des groupes de jeunes qui proposent des repas pour les SDF. Les jeunes vont voir les SDF et leur apportent un repas et proposent de les aider au niveau administratif. ■



TÉMOIGNAGES

YANN GODEAU : LA FLÈCHE

Intervenant dans un EVS (espace de vie sociale) et un espace de prévention : le CISPD (Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance).

L'espace de vie sociale est récent puisqu'il a un an d'existence, je suis moi-même arrivé sur la commune de la flèche il y a 12 à 13 mois. Et dans le quartier où se situe l'espace de vie il y avait énormément de choses qui étaient mises en place en terme de loisir pour la population. Mais c'était effectivement la collectivité qui apportait ces animations. Alors c'était très bien et tout le monde était content mais lorsque l'on évalue un peu tout ça : les problèmes et les difficultés pour la population sont toujours présents. Il y a donc eu un questionnement : comment peut-on permettre à ce quartier de vivre, d'évoluer et de répondre aux demandes de ses habitants.

J'ai eu la chance d'avoir beaucoup d'expériences professionnelles différentes dans mon parcours, et travailler hors les murs c'est toujours un peu ce que j'ai pratiqué même si je ne mettais pas de nom dessus. L'idée c'est d'avoir un appartement pédagogique, un local, mais qui ne sont que des supports. Après tout le travail se fait en allant vers la population ou en lui donnant les moyens de venir vers nous. Une simple balade ... beaucoup vous dirons : « mais là il ne travaille pas ! », mais pourtant rien que le fait d'être présent et accessible à l'autre sans aller lui vendre quelque chose, c'est déjà du travail. Déjà avec ça on est vraiment, je pense, dans le cœur de ce que devrait

être notre métier. J'ai également été formateur et en tant que formateur je travaillais beaucoup sur la méthodologie de projet avec les constats, les prérequis, les objectifs, la finalité, etc. Et puis avec le temps j'en suis arrivé à me dire que les constats c'était pas mal, la finalité aussi mais maintenant j'ai beaucoup de réserve à propos des objectifs. En général lorsque l'on construit cela, il s'agit davantage des objectifs d'une institution par rapport à notre parcours. J'ai beaucoup évolué par rapport à ça et maintenant lorsque je suis en contact avec du public que ce soit dans du collectif ou de l'individuel, je fais l'effort de faire le vide et de prendre le temps de discuter avec la personne, de bien comprendre où cette personne (ou ce groupe) veut aller. Le but étant de lui donner les moyens, s'il le souhaite, de lui apporter des choses pour qu'il construise son animation, son parcours, ses propres objectifs. Alors c'est beaucoup plus long et beaucoup plus difficile à évaluer parce qu'au départ on ne sait pas où l'on va. Et c'est très difficile à justifier par rapport à une hiérarchie, par rapport aux autorités judiciaires, à certains politiques, car pendant ce temps le jeune continue à faire ses bêtises, à réclamer des choses. Lorsque l'on prend le temps c'est seulement au bout d'un certain temps (2 ans, 3 ans, 4 ans...) que l'on peut voir l'évolution.

Concernant l'intérêt de l'EVS (Espace de Vie Sociale), je trouve que déjà, le fait de donner des noms à tous ces dispositifs, c'est reconstruire des murs et remettre un cadre. L'intérêt de ce dispositif c'est juste de pouvoir disposer



de moyens financiers si on en a besoin. C'est pour cela que ce n'est pas gênant d'avoir d'un côté un CLSPD et de l'autre un EVS car il s'agit de transversalité. Ce que l'on essaie de faire, c'est de travailler avec les partenaires que sont la CAF, le département, la police municipale, etc. Et cette approche que j'ai avec le public, c'est exactement la même que j'ai avec les partenaires. Ce n'est pas évident car parfois il y a des oreilles attentives et des gens qui évoluent mais il y a aussi beaucoup d'incompréhension. Par exemple : hier j'ai un jeune qui vient me voir et il me dit « je ne comprends pas, maintenant les gendarmes ils viennent me voir, ils me disent bonjour et ils me serrent la main ». Et je lui dis « oui parce que moi j'essaie de leur expliquer que s'ils sont tout le temps dans la répression et le contrôle on ne va pas avancer avec toi ». Et ce n'était pas les gendarmes que cela dérangeaient le plus mais le jeune car il n'était pas habitué à ça. Ses propres murs culturels, méthodologiques l'empêchaient de comprendre.

On a fait le choix sur cet appartement-là de ne pas décorer, ni peindre, car ce n'est pas le nôtre.

On ne souhaite pas que ce soit les services techniques qui le fasse, mais que ce soit les gens qui l'investissent progressivement et qui se proposent ou qui expérimentent de la déco. Concernant les difficultés : les principales difficultés ne viennent pas forcément du public, elles viennent de nous-même. En effet, Lorsque l'on travaille de cette manière, cela peut faire peur et cela peut déstabiliser. On est vraiment dans le direct, dans l'interaction permanente ce qui peut être très fatigant et stressant. La meilleure des formations pour gérer cela c'est la pratique et le travail en équipe. Et l'autre blocage ce sont tous les partenaires institutionnels car ils sont dans une époque où ils se posent beaucoup de questions. Ils se rendent compte que tout ce qu'ils avaient appris et pratiqué depuis des années ne donne pas de résultats. On se dit souvent qu'on ne fait que limiter les dégâts mais est-ce que sur le fond les choses ont réellement évolué ? Les méthodes ont évolué mais est-ce que les gens sont plus heureux et mieux dans leur peau ? Avec l'éducation dehors, la finalité est que les gens soient bien et qu'ils puissent vivre la vie qu'ils ont envie de vivre. ■



TÉMOIGNAGES

MATHILDE BRUNEAU : (LUDOTHÈQUE PLANÈTE JEUX)

La ludothèque est un espace de jeux avec des locaux fixe sur le quartier de Pontlieue au Mans. Dans le cadre de nos missions, nous intervenons régulièrement en milieu rural. Nous animons et concevons des espaces de jeux adapté à chaque projet en partenariat avec les centres sociaux, les bibliothèques, associations...

EXEMPLE :

Animation à la médiathèque de Bouloire :

- Tout public / Famille
- Installation d'un espace de jeux pour tous, dans le hall de la médiathèque.
- Communication par la médiathèque et de notre côté dans notre agenda (newsletter et site internet).

Même formule lors d'une animation à la médiathèque d'Arnage : Avec grands jeux en extérieur.

Soirée jeux famille à la Bibliothèque de Sainte Jammes sur Sarthe :

- Tout public
- Communication identique que Bouloire.

Nous concernant, lors de nos animations en milieu rural, le principal frein à intervenir hors les murs

proviens des professionnels nous accueillant. Parfois on est toute la journée avec ses enfants et on a peut-être envie qu'il se passe autre chose que de jouer avec ses enfants. Souvent on nous demande de faire des actions pour que les parents jouent avec leurs enfants ou pour que les parents passent du temps avec leurs enfants. Mais il y a des moments où l'on se rend compte, que pour les mamans qui ont des congés plus longs et qui passent toute la journée avec leur enfant, elles ont parfois envie de ne pas être dans l'obligation de devoir jouer avec leur enfant.

Concernant les freins à l'extérieur, surtout en milieu rural, je dirai que la plupart des structures avec lesquelles on travaille n'ont pas l'habitude de sortir de leurs propres murs donc il y a peu de propositions faites. Parfois on arrive à expliquer que s'il fait beau on est mieux à profiter de l'extérieur au lieu de s'enfermer dedans mais ce n'est pas toujours simple pour les personnes. Ce sont aussi des questions d'organisation pas toujours évidentes qui nécessitent de changer les habitudes prises. ■

REMARQUES DU PUBLIC :

- 1 / La question de l'aspect financier n'a pas été abordée lors des témoignages, ce qui veut dire que cela ne constitue une problématique en tant que telle ?
- 2 / Les freins ne viennent pas du public mais plutôt des institutions, des professionnels et de l'organisation ?
- 3 / Tous les lieux géographiques ne sont peut-être pas aussi propice au développement du hors les murs ?

Laurent Ott :

LE RETOUR DE LA LIBERTÉ

Je vais essayer maintenant de mener des réflexions à partir de ce que j'ai entendu. J'ai entendu parler de sport libre, et cela m'a rappelé Freinet. Car Freinet c'est le texte libre, le dessin libre, c'est justement le fait de mettre le mot « libre » après le nom. Alors qu'avec le capitalisme on met le mot libre avant le nom : la libre initiative, le libre-échange ... Et bien le libertarisme, c'est de mettre « libre » après le mot. J'ai toujours trouvé cela intéressant d'un point de vue linguistique et sémantique. Et je pense que nous vivons l'ère où le mot liberté retrouve du sens, parce que finalement lorsque nous faisons nos ateliers de rue avec les enfants et que nous nous autorisons nous même à les faire, nous ne demandons l'autorisation à personne : ni aux travailleurs sociaux, ni aux maîtres, ni à la police municipale, ni même aux gens. Nous nous autorisons, et nous expliquons aux gens que nous sommes des acteurs libres. Lorsque nous faisons de la distribution alimentaire et que nous avons des problèmes avec des familles qui estiment qu'il en a un petit peu plus dans le panier du voisin que dans leur propre panier : nous leur répondons « c'est parce qu'on fait ce que l'on veut, nous sommes libres ». Et alors là c'est le grand étonnement. On fait ce que l'on veut et on fait le choix ici que personne n'est équivalent à personne. Nous sommes libres et nous écoutons tout, et chez nous les personnes prennent aussi des initiatives et des libertés, et nous prenons beaucoup de libertés. Je crois que le mot liberté est important et ce qui me fait plaisir c'est que les enfants de l'association pensent l'association comme étant une communauté. Ils y passent le plus clair de leur temps, souvent ils partent avec nous car nous avons une troupe de chanteurs et danseurs. Et ce qui est très fort chez ces enfants c'est qu'ils évoquent cette liberté même quand ils prennent la parole. Maintenant on essaie de les emmener dans des espaces formation pour qu'ils participent aux formations dans lesquelles on les invite. Et ils mettent souvent en avant ce mot là : la liberté. Je constate que la liberté est si peu en vogue ses 20-30 dernières années car on cherchait beaucoup plus la sécurité que la liberté. Je constate avec un certain plaisir le retour d'une soif de liberté.

ATELIER DE CUISINE PERMANENT

J'ai aussi entendu parler de repas et c'est vrai que les questions alimentaires et sanitaires chez nous sont très importantes. Donc, nous avons voulu avoir des jardins pour travailler dans l'espace public. Pour nous, travailler cela n'a pas n'importe quel sens. Travailler cela veut dire : ou bien on produit, ou bien on transforme, ou bien on crée. Mais on ne travaille pas la relation, on ne travaille pas avec les parents lorsqu'on les reçoit, car travailler n'a que 3 sens et ça se fait avec les mains. Chez nous c'est très important ce travail là et ce que nous faisons dehors : produire, transformer créer, en chantant, en faisant des jeux, en transformant l'environnement. Nous avons une production alimentaire avec les enfants, les jardins et certains adultes qui nous rejoignent. Mais on s'est rendu compte qu'il ne suffisait pas de produire des légumes pour les consommer alors bien sûr on les transforme. Nous avons une cuisine de rue, une cuisine collective. Et cette cuisine produit énormément de nourriture et ensuite nous la consommons ensemble. C'est de la production à la consommation qu'il faut faire du lien. Et c'est là que cela devient intéressant, c'est quand on a tous les étages. Évidemment il n'y a pas

que ce que l'on produit car cela serait insuffisant, on a aussi des accords avec la banque alimentaire. On a des enfants qui viennent manger à la cantine chez nous même si ce n'est qu'un atelier de cuisine permanent et non une cantine. Ils viennent manger chez nous car ils n'ont pas le droit de manger à la cantine de leur Mairie, ou parce que les familles sont surendettées....

LA COLLECTIVITÉ

Chez nous il n'a pas d'espace privatif, les entretiens se font au milieu de tout le monde. Lorsque les gens arrivent et exposent leur problème, cela se passe exactement au milieu de la grande salle d'accueil. D'ailleurs je n'ai pas de bureau, c'est là que je suis. Et on en parle avec tout le monde, il n'y a pas de privé chez nous et il n'y a pas d'individuel. Tout est potentiellement collectif et en même temps tout est habité par ces relations interpersonnelles. Alors peut-être que cela ne convient pas à tout le monde, il y a des gens qui partent parfois mais il y en a beaucoup qui arrivent et qui reviennent aussi. Chez nous chaque pédagogue social est toujours en train de parler avec quelqu'un tout en écoutant celui qui est derrière et en ayant un œil sur celui qui est là-bas. Ce collectif fait partie du package, cela fait partie de notre manière d'être au monde d'avoir ces trois regards sur le proche le moyen terme et le long terme et de les avoir de manière concomitantes. Alors c'est fatiguant, moi j'ai été bien entraîné car avoir été instituteur m'a permis de développer une capacité de tolérance au bruit assez fantastique.

TROUVER LE PUBLIC

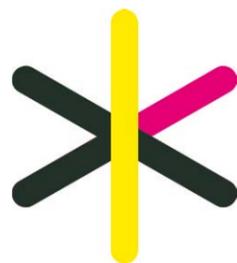
J'aimerais revenir sur le fait qu'il n'y a pas toujours des gens dehors, en effet c'est vrai. En fait les gens ils vont dehors parce que nous y sommes. Mais quand on arrive dans un quartier et que l'on veut faire des ateliers, et bien au départ il n'y a personne. Il va y avoir du monde parce que justement nous y faisons des ateliers de rue et que ces ateliers nous les tenons semaine après semaine, que nous ne nous décourageons pas et que nous nous adaptons toujours quel que soit le nombre de participants. S'il fait nuit ce sera un atelier de nuit et s'il pleut ce sera un atelier de pluie....Mais de toute façon il aura lieu car cela fait partie de la garantie que nous apportons. C'est donc parce que nous sommes là régulièrement que les enfants viendront. On se rend compte que tout est tout le temps à faire car on peut vite s'endormir quand on travaille dehors. En effet, si on ne fait pas attention ce sera toujours les mêmes enfants qui viendront et on découvrira au bout d'un an ou deux qu'il y a la moitié de la population qui n'a jamais entendu parler des ateliers. Nous sommes conscients de cette réalité donc on fait ce que l'on appelle des opérations ding dong : on va sonner chez les gens en se présentant avec des flyers ou il est écrit « Ateliers libres pour enfants libres ».

LA QUESTION FINANCIÈRE

Le coût est une préoccupation de tous les instants pour moi. Mon boulot à moi c'est de chercher de l'argent en permanence. Nous avons trois sources de financement :

- La CAF, heureusement qu'elle est là car elle finance 1/3
- La collectivité qui finance 1/3. Cela inclut également la région et le département et ce sont des appels à projet donc si l'on ne renouvelle pas, si l'on ne se faufile pas, il n'y a plus rien.
- Les fondations du privé (1/3) on les prend toutes : Sanofi, Total Car le privé est parfois moins esclavagiste, manipulateur, instrumentaliste vis-à-vis de nous que le public. Il y a aussi des fondations formidables comme la fondation Abbé Pierre qui nous a soutenu pendant des années. Il y a aussi du mécénat d'entreprise, on est à fond avec Générali assurance.

On arrive avec tout ça à 380 000 euros pour nos 8 permanents, nos 3 camions et la location de locaux privés. ■



SYNTHÈSE DES 4 ATELIERS



ATELIER « HORS LES MURS » & IMPACTS

Que cherche-t-on à générer
(pour les jeunes, les habitants, le territoire ...)
Et comment le mesurer ?

L'ATELIER A ÉTÉ ANIMÉ PAR FABIENNE DEJEAN (CEAS72), NATHALIE BLOUET, DIRECTRICE CENTRE SOCIAL ESCALE À FRESNAY SUR SARTHE ET STÉPHANE HERISSON DIRECTEUR CENTRE SOCIAL MARIE LOUISE SOUTY À CONLIE - REPRÉSENTANT FDCS72 - 26 PARTICIPANTS

L'Observatoire Sarthois des Politiques Jeunesse a engagé depuis un an une réflexion autour de l'utilité sociale des politiques jeunesse avec l'appui du CEAS72 (Centre d'Étude et d'Action Sociale de la Sarthe). L'utilité sociale est à comprendre au sens de sociétal : il s'agit de rechercher l'ensemble des impacts (économiques, sociaux, culturels, environnementaux ...) positifs des politiques jeunesse pour la société, le territoire et les personnes.

Il n'y a pas de définition a priori de l'utilité sociale car elle dépend des valeurs de chacun et du contexte. Avant d'être évaluée, l'utilité sociale d'un projet ou d'une action doit donc être définie en associant toutes les parties-prenantes : élus, équipes salariées et bénévoles, partenaires et bénéficiaires...

L'idée de cet atelier, dédié à l'animation hors les murs, vise à interroger par le prisme de l'utilité sociale l'intérêt et les impacts de ces « nouvelles » formes d'intervention.

S'appuyant sur le retour d'expérience de membres de la Fédération Départementale des Centres Sociaux de la Sarthe, cet atelier a consisté à définir ce qu'apporte le hors les murs et à déterminer ce que l'on chercherait à mesurer afin de développer l'outillage nécessaire en matière d'évaluation.

« ALLEZ VERS »...POUR LES CENTRES SOCIAUX PAR JÉRÉMY BUISSON, REPRÉSENTANT DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CENTRES SOCIAUX 72

Parce qu'ils sont au contact direct des habitants, dans les quartiers, en milieux rural et péri-urbain,

les Centres Sociaux sont des acteurs de proximité incontournables pour favoriser les espaces de paroles et d'échanges, pour lutter contre le repli sur soi, l'isolement social et sociétal, l'exclusion, pour promouvoir la démarche collective et l'intérêt général, pour travailler, avec les partenaires locaux à la réduction des inégalités, ils contribuent à l'amélioration des conditions de vie des habitants. La culture, les « gènes » des Centres Sociaux, ce qui fonde leur « manière de faire » est d'associer les habitants, les bénévoles et les professionnels pour cogiter, construire et mettre en œuvre des réponses de proximité.

Le travail dans l'espace public est une option intéressante et pertinente à explorer car elle vise à créer de nouvelles alliances et permet une alternative à une « approche structure » qui peut se révéler parfois « enfermante » ou tout au moins qui ne se suffit pas en elle-même comme réponse à la participation et à la capacité d'agir des habitants.

Indéniablement la démarche « d'aller vers », la pratique du « hors les murs », fait partie de la palette d'outils des Centres Sociaux. Il s'agit ainsi d'élargir les espaces de contacts, de rencontres afin de nouer des relations avec une partie de la population qui n'est pas spécialement en « demande » (ou qui ne « s'y autorise pas ») ou qui n'ont apparemment pas besoin/envie de l'offre de la structure, mais qui peut proposer des ressources nouvelles, notamment de la diversité sociale, culturelle, générationnelle. Nous posons



la nécessité d'aller vers les habitants, de déplacer les seuils de la rencontre pour tisser des liens et favoriser le double sens (et non le sens unique) du « allez-vers ». En effet, il nous semble aussi important et nécessaire dans la démarche du « allez vers » que l'atelier soit animé par les habitants, de permettre le maintien des relations entre des institutions, des services publics, des organismes publics et des habitants pour éviter toute rupture importante.

C'est donc dans un double sens « du allez vers » que les Centres Sociaux inscrivent leur pratique et s'attachent à mettre en œuvre les projets et actions sur les territoires. Du Centre Social « vers » les habitants et des habitants « vers » les institutions, les espaces collectifs d'activités, d'expressions et de rencontres, les services et organismes de droit commun, pour encourager l'expression et la participation citoyenne.

Les Centres Sociaux travaillent ces questions en réinterrogeant les postures et pratiques professionnelles, en essayant les expériences, en associant les partenaires à cette réflexion et à cette « manière de faire ».

Nous sommes sur le chemin, continuons à avancer pour « aller du Vivre ensemble à l'Agir ensemble ».

Zoom sur 2 retours d'expériences (dont 1 vidéo)

Retour d'expérience de l'initiative du centre social des quartiers sud par Maël BRIANT (Animateur)

TITRE DU PROJET : O.S.E (ORGANISER SES ENVIES)

POUR MOBILISER ...

- **Création** d'une communication dédiée et adaptée (évaluée après chaque période – annuelle ou pluriannuelle)
- **Diffusion** auprès des élèves des quartiers sud, soit 4 établissements du secondaire. Différentes méthodes sont mises en œuvre selon les possibilités laissées par les collègues. La méthode vers laquelle nous tendons au maximum est un passage de présentation dans chaque classe.
- **Échange** en rue avec les publics les plus écartés des structures – une méthode exploitée lorsque les conditions professionnelles sont réunies,

portant un grand intérêt le travail de rue reste relativement chronophage.

SYNTHÈSE DE LA PAROLE ...

La phase de problématisation préalable à la mise en œuvre du projet s'est déroulée durant la phase de renouvellement du projet social (enquête par entretien et questionnaire notamment).

Cependant la problématique se retrouve actualisée ou affinée à l'aide des évaluations réalisées avec les publics. Les deux points les plus saillants sont les suivants :

- **Attitude de plus en plus consommatrice des jeunes, notamment en ce qui concerne les loisirs.**
- **De plus en plus de jeunes vivent dans l'instant, ne se projettent pas.**

(cf. Projet Social 2015-2018)

Retour d'expérience de l'initiative du centre social CASCADE à Marolles les Braults par Florian BEGU,

- Vidéo diffusé
- Présentation de l'action d'autofinancement par les jeunes (Vente de jus de pomme sur le marché)

LA PRÉPARATION DU « ALLER VERS » :

- Pour nous le « aller vers », c'est sortir du centre social, faire de l'animation hors les murs, aller vers les habitants, les partenaires, vers les jeunes d'autres communes. Cela implique la mobilisation des jeunes, de mettre en place des projets qui sollicitent le « aller vers ». Par exemple, les sorties sur le marché de la commune, mais aussi sur des actions ponctuelles, tel que proposer des animations dans les communes aux alentours afin de se faire connaître et reconnaître, au collège pour proposer des activités sur le temps du midi. Le fait de proposer des actions hors les murs, a pour but de créer une émulation, une dynamique, parfois inattendue, entre les différents acteurs.
- Sur ce projet, qui partait d'une simple action d'autofinancement, les différents moyens mis en place pour la préparation du « aller vers » a été :
- Concertation des jeunes pour réfléchir à la mise en œuvre de notre action
- Contacter et aller vers une association de réinsertion « espoir jus de fruit » qui permet de produire nous-même notre jus de pomme.

→

- Réserver une place sur le marché
- Préparer la communication sur notre stand (affichage, panneau, flyer, photo ...)
- Le jour J, aller vers les habitants, les commerçants, faire du porte à porte pour vendre le jus de pomme.

L'OBJET DU PROJET / DE L'ACTION :

Les jeunes mettent en place régulièrement des actions d'autofinancement afin de financer leur séjour, leurs sorties, leurs activités. Le principe pour les jeunes est simple, plus ils participent aux actions, plus un grand bénéfice de la vente leur est attribué sur leur compte autofinancement. Pour réaliser ces actions, un emplacement leur est réservé sur le marché sur chaque période de vacances. Leur but est donc de vendre leurs diverses préparations (jus de pomme, crêpes ...), mais aussi de se faire connaître et reconnaître auprès du public et des acteurs locaux (commerçants de la commune, habitants...).

Nous sommes aussi dans une démarche de revaloriser l'image du jeune, de montrer qu'il peut entreprendre des choses, mettre en place des projets.

CONCRÈTEMENT, LA CONSULTATION, « L'EXPERTISE » ET LA PLACE DES HABITANTS :

Les freins intervenus lors de ce projet : La difficulté de certains jeunes à trouver leur place, de s'exprimer face au public (les habitants, les commerçants), de présenter l'action que l'on mène, trouver le vocabulaire approprié, accepter le refus des gens. Dans un premier temps les réticences des habitants à venir vers les jeunes. Les leviers : Un groupe moteur et très motivé qui a su attendrir et intéresser les habitants. L'enthousiasme des jeunes, la faculté de certains à aller vers les habitants afin de vendre leur jus de pomme, (certains se sont même interrogés sur leur avenir professionnel). « La ruralité » que ce soit un petit village, les jeunes étaient connus ou reconnus par certains habitants qui connaissaient les grands parents, les parents, les oncles (...) du jeune.

Ma posture en tant que professionnel était plutôt dans un rôle d'accompagnateur, faire en sorte qu'ils présentent eux même leur projet. Pour répondre aux problèmes rencontrés sur les premiers marchés, nous nous sommes interrogés et avons corrigé certaines choses sur nos prochaines sorties. (Mettre en place des badges afin d'être identifié, des photos sur le stand des jeunes réalisant la fabrication du jus de

pomme ...). Certaines idées sont même venues des habitants qui nous ont conseillé.

DÉMARCHE ET RÉALISATION :

Dans notre démarche, nous sommes partis d'une simple action d'autofinancement qui a eu des effets induits inattendus, auxquels nous n'avions pas pensé avant l'action. En effet la facilité de certains jeunes d'aller vers les habitants, les commerçants, pour leur expliquer le projet a provoqué un vrai engouement entre le petit groupe de jeunes qui a vendu le jus de pomme et les différents acteurs du marché.

Les commerçants ont donné des conseils aux jeunes pour mieux vendre le jus de pomme, le barman de la commune à conseiller de faire goûter le jus de pomme pour faciliter la vente, il a même contribué en offrant des mini gobelets afin que les jeunes puissent faire goûter aux habitants.

Quelques compliments sont venus de la part des habitants « ah se sont de très bon vendeurs », « ils ont le sens de la vente ». Ces compliments ont même fait réfléchir deux des jeunes du groupe sur leur avenir professionnel, qui s'orienteraient bien vers le commerce.

Lors du marché suivant, où les jeunes n'étaient pas présents ce jour-là, des habitants attendaient les jeunes afin d'acheter de nouveau du jus de pomme. Nous avons donc réalisé que le marché serait un petit lieu de rendez-vous où les jeunes seraient attendus par les habitants.

D'autres habitants franchissaient même le centre social pour savoir si les jeunes vendaient toujours du jus de pomme et s'ils allaient en refaire.

En expliquant leur projet, les jeunes ont eu la proposition d'un monsieur qui voulait proposer ses services pour la conception d'un séjour ski. Un autre habitant qui trouvait l'idée opérationnelle de jus de pomme excellente a dit qu'ils réserveraient un stand pour le prochain comice.

→ **Tous ces exemples qui montrent que d'être sortie de nos murs, et d'être allé vers les différents acteurs à créer un bel engouement dans la commune, même si celui n'était pas le premier but recherché de cette action.**

L'atelier s'est poursuivi par des échanges sur « Quel est l'apport / la plus-value du hors les murs ? » Ou à contrario, « En l'absence de hors les murs, qu'est ce qui manquerait ? » ■

SYNTHÈSE DES IDÉES CLÉS – LES APPORTS DU HORS MURS

Sortir de la structure, proposer des animations dans d'autres espaces qu'au sein de la structure permet de **favoriser les rencontres**, Entrer en lien avec la population (avec des habitants, entre habitants du plus jeune au plus ancien dans une logique intergénérationnelle), de toucher des publics éloignés de la structure, d'autres jeunes. C'est aussi être dans une réalité, un environnement qui appartient à tous (la rue).

Ceci implique des changements de posture de la part des professionnels car ce qui va être en jeu, c'est une recherche **d'égalité entre les professionnels et les habitants** qui doit générer de la confiance. L'idée est d'être à l'écoute pour ensuite faire remonter les besoins et orienter les actions des structures. Il est nécessaire de construire une confiance mutuelle, qui doit s'instaurer dans le temps. Car c'est bien une **implication nouvelle** qui est recherchée, de **nouvelles dynamiques** sur un territoire. Ainsi l'adaptation dont vont devoir faire preuve les professionnels va les pousser à être créatifs, imaginatifs. Ils vont devoir accepter l'imprévu.

Tout ceci doit permettre de **se faire connaître** (en tant que structure, mais aussi en tant que professionnel) et de permettre aux différents publics d'**identifier les projets développés** par les structures (avec aussi l'idée d'offrir les mêmes possibilités aux différentes communes de la communauté de commune). Ces présences sur différents terrains permettant de communiquer sur les actions en place ou à venir et ainsi faciliter l'accès au projet et aux structures des publics peu ou pas touchés actuellement.

Ainsi, changer d'environnement c'est accepter de changer l'image que l'on a des publics que l'on doit toucher (avoir une image plus positive des jeunes par exemple), c'est **casser les idées reçues**, c'est réinterroger l'intention politique de nos structures. C'est aussi, montrer aux jeunes l'intérêt que les acteurs sociaux ont pour eux et leur apporter une bouffée d'oxygène par **le développement de partenariat** et l'implication des familles dans des projets de proximité où la convivialité a toute sa place.

Le groupe a enfin échangé sur les effets recherchés du travail « hors les murs »

Un premier effet recherché est que nos actions puissent atteindre l'ensemble des jeunes et en particulier ceux plus éloignés de nos structures, les « invisibles ». Ceci incluant les parents afin de **répondre aux besoins réels des publics**.

Un second effet serait de permettre l'accès au droit, une réappropriation de l'espace public pour tous / toutes. De **favoriser l'initiative** et la mise en place de projets de jeunes, de rendre les jeunes visibles à la vie du territoire et ainsi favoriser la paix sociale par la transmission des valeurs de la république, de favoriser **le mieux vivre ensemble, faire société ensemble** et donc permettre aux jeunes de se sentir mieux de se sentir bien en leur permettant d'**investir leur territoire de vie**. Ceci n'est possible que par le développement de l'esprit critique.

Un troisième effet passerait, pour les professionnels, par une meilleure connaissance des structures du territoire et de leurs champs d'intervention afin de **favoriser la découverte de nouvelles pratiques**, de modifier le projet des structures. Le rôle donné aux professionnels étant d'opérer des médiations, des liens entre les jeunes et les décideurs mais aussi en captant de nouvelles ressources financières.■



ATELIER « L'ANIMATION ITINÉRANTE »

« Itinérance dans les parcs de la ville du Mans »

CET ATELIER A ÉTÉ ANIMÉ PAR MYRIAM LUCAS (HABITAT JEUNES LE FLORE) ET BRUNO BACHELOT (RESPONSABLE SERVICE ENFANCE, JEUNESSE ET SPORT DE LA FLÈCHE)
L'ATELIER S'EST ORGANISÉ AUTOUR DE LA PRÉSENTATION DE DEUX EXPÉRIENCES ET DES EXPLICATIONS DES PERSONNES EN CHARGE DE CELLES-CI
PRÉSENTATION DU PROJET PORTÉ PAR LA LUDOTHÈQUE PAR MATHILDE BRUNEAU

L'OBJECTIF DU PROJET :

- Sortir de nos murs et faire connaître la ludothèque
- Aller à la rencontre d'habitant dans des quartiers différents
- Remplir notre objectif de promotion de la culture ludique pour tous en donnant à jouer au plus grand nombre

LE PUBLIC :

Création du projet en 2008. Le constat qui est fait est que la ludothèque se vide l'été, la volonté est donc d'aller là où sont les publics : dans les parcs. En 2018, 511 personnes ont été présentes sur 11 animations. L'action « partir en Lire » aux Atlantides est celle qui a le moins fonctionné (pas de raisons identifiées clairement, mais on peut supposer que la piscine est en soi un espace ludique très important).

Concernant les personnes fréquentant les actions dans les parcs, il s'agit d'un public similaire à celui de la ludothèque.

- Enfants et parents
 - Enfants et grands-parents : Souvent les enfants qui viennent jouer en premier
- Beaucoup d'adhérents viennent d'ailleurs sur les parcs.

Le fond de jeu apporté est très vaste : jeux symboliques pour les petits, grand jeu en bois, jeux de société.

IMPACT SUR LA CULTURE LUDIQUE :

Il y a une évolution du regard sur le jeu. Le public est différent selon les parcs et donc la médiation de la ludothèque diffère aussi.

Dans certains quartiers (quartiers sud, Sablons), il y a moins de familles de joueurs. Ce sont les

enfants qui viennent jouer en premier, ils retrouvent des jeux qu'ils connaissent (découverts à l'école ou au centre de loisirs). L'animateur de la ludothèque soutient alors ces enfants qui veulent que leurs parents jouent. Les parents n'ont pas forcément de culture ludique, ont peur de ne pas comprendre les règles... Les enfants expliquent alors les règles aux parents. Les parents demandent ensuite où on peut trouver ces jeux pour les acheter.

Il arrive aussi que les enfants jouent seuls et que les parents restent de côté.

Dans d'autres quartiers (comme Villaret-Mayet), on devine qu'il y a plus de jeux à la maison. L'attitude est alors de « consommation », les parents veulent que leurs enfants essaient tous les jeux proposés ; quand bien même les enfants voudraient rester sur un jeu. L'animateur de la ludothèque essaie alors d'expliquer que pratiquer le jeu, c'est aussi jouer plusieurs fois (voire de nombreuses fois) au même jeu.

Là aussi, les parents demandent où acheter les jeux qu'ils découvrent.

Ces « profils » ne sont bien évidemment que des tendances, et ne peuvent être généralisés à tous les participants.

IMPACT SUR LE LIEN À L'ESPACE PUBLIC

L'effet surprise de l'animation jeu pour les familles qui viennent dans le parc sans avoir eu connaissance de l'animation, est très apprécié.

Certaines personnes suivent les animations sur les différents parcs. Ils découvrent alors de nouveaux parcs. « On a cherché pour venir parce



qu'on ne connaît pas le quartier », « je ne savais pas qu'il y a un parc ici »
Programmation globale sur l'été soit plus de 60 dates.

IMPACT SUR LES PARTENARIATS

Cette action est menée depuis plusieurs années, les partenariats sont donc déjà bien en place. Dès le début, nous étions en partenariat avec le service culturel de la ville du Mans :

- Autorisation matériel, parc...
- Dans un 1^{er} temps, le service nous a mis à disposition un camion avec une personne
- Puis en 2018, nous avons eu un camion en autonomie totale

Les autres structures partenaires sont souvent adhérentes de la ludothèque.

Lorsque la ludothèque organise son programme d'animation, elle prend contact avec les structures socio-culturelles et éducatives du quartier (centres sociaux, accueil de loisirs...). Les familles venant pour les jeux, certaines structures profitent de cette animation pour être présentes et ainsi se faire connaître auprès des publics et proposer leurs activités / animations. C'est alors un nouveau moyen de communication pour elles. D'autres structures qui ont déjà prévu des animations en extérieur en profitent pour en faire

une proposition plus globale et plus construite pour les habitants (par exemple, avec une animation lecture pour les enfants).

Enfin, certains centres sociaux organisent eux-mêmes des animations jeu dans les parcs.

L'ÉVOLUTION DU PROJET POUR 2019

Les éditions précédentes étaient évaluées tout à fait positivement par la ludothèque (intérêt de se déplacer dans les différents quartiers). Le changement du format révèle les difficultés de la mise en place de l'action : en particulier la fatigue physique des animateurs de la ludothèque car il y a beaucoup de manutention.

La ludothèque a découvert les actions du service des sports de la ville du Mans et a donc créé un nouveau partenariat. En complétant l'offre sportive par des animations ludiques, les partenaires ont pour objectif de faire venir les personnes à l'île aux sports, faire connaître les lieux et les actions proposées (par exemple, la ludothèque vient de découvrir ces actions alors qu'elles sont organisées depuis plusieurs années). Un lien sera néanmoins gardé avec les quartiers car la ludothèque gardera des animations lors de l'avant spectacle des « soirs d'été », ce qui permet aux habitants de passer toute la fin d'après-midi et de soirée dans les parcs. ■

« Caravane Allonnes »

PRÉSENTATION DU PROJET PORTÉ PAR LA VILLE D'ALLONNES ET SON POINT INFORMATION JEUNESSE.

RAPPEL SUR LES ORIGINES DU PROJET :

Le projet caravane est parti d'un constat partagé de manière unanime par les partenaires du territoire (prévention spécialisée, Médiathèque, Centre Social...). Nous observons chacun de notre côté qu'une grande partie de la jeunesse et familles ne fréquentaient pas les structures classiques institutionnelles Allonnaise et cela tout au long de l'année.

Sans oublier qu'au même moment la ville d'Allonnes se transforme et de nouveaux quartiers ont émergé avec l'absence de service public.

Dans ce cadre, le SMJ (Service Municipal de la Jeunesse) a déposé un projet Contrat de Ville en

2017 sous l'intitulé « plus près de chez vous ». Il a été financé par Le Mans Métropole, l'État et le Département à hauteur de 8500 €.

OBJECTIF INITIAL :

A travers une démarche expérimentale, l'idée était d'utiliser un support mobile (une caravane) afin d'aller à la rencontre des Allonnais (hors les murs) dans différents secteurs de la ville afin d'y créer des espaces de rencontres, d'échanges, d'animations et d'informations.

MISE EN ŒUVRE :

Il y a eu en premier lieu une phase d'acquisition de

la caravane et de matériels pédagogiques (jeux de société, tables, parasols, sono...). Il a fallu par la suite procéder à une rénovation et customisation de la caravane. Pour cela nous avons réalisé un chantier jeune en collaboration avec l'équipe de prévention spécialisée d'Allonnes.

Concernant la mise en œuvre, nous avons réuni les partenaires du territoire intéressés par la démarche et créé un « groupe copilotage » de l'action. Ce support devait être utilisé principalement par le SMJ (Pôle animation, Point Information Jeunesse et Conseil Jeune Allonnais) et pouvait aussi être à disposition des différents acteurs de la ville afin de mutualiser des temps de présence décentralisés. Cependant, suite à une réorientation du projet, les élus ont souhaité prioriser l'utilisation de la caravane principalement par le SMJ et en direction de la jeunesse Allonnaise.

LES RENDEZ-VOUS CARAVANE :

Les différentes animations ont eu lieu principalement sur la période estivale de l'été 2018. Partant sur une initiative nouvelle, il nous fallait expérimenter cette action qui allait nous amener à rencontrer du public hors de nos structures. Nous avons essayé de cibler l'ensemble des quartiers d'Allonnes en privilégiant les 2 quartiers prioritaires de la ville et varié également les horaires de nos différentes interventions. Hors inauguration et veillées, il y a eu 13 animations décentralisées sur Allonnes.

De manière pratique, sur chaque sortie, nous restions sur place en moyenne de 2 heures. Il fallait en général une heure en amont pour la mise place de la caravane et autant pour tout ranger. Le rythme occasionné par les différentes sorties a nécessité un gros investissement en temps. Ce qui a pris aussi du temps et n'est pas négligeable, c'est la communication visuelle pour chaque sortie. Il nous fallait afficher avec des panneaux spécifiques (type cirque) en amont sur les différents quartiers, puis enlever l'affichage...

Trois personnes étaient généralement présentes lors des différentes sorties : Un membre du SMJ, un animateur vacataire embauché pour cette action (20 heures par semaine) et un partenaire

associé à la démarche (Prévention spécialisée, Culture du Cœur, Médiathèque, Centre social et Mission Locale).

Sur le contenu des sorties, nous proposons principalement de l'animation sociale (animations classiques de proximité et présence sociale). La caravane était notre support permettant d'attirer le public afin de créer la relation. Il était proposé aux personnes présentes de jouer ensemble (jeux de société, vidéos, pétanque...), partager une boisson chaude ou froide ou tout simplement discuter. Ce fût l'occasion de diffuser de l'information et sur des demandes spécifiques, orienter le public vers des structures appropriées.

BILAN :

Au final, ce sont environ 280 personnes qui ont été touchées. Ce sont principalement les 8-13 ans et parents qui ont participé aux animations décentralisées. Nous avons sur chaque passage un retour positif des habitants qui sont heureux de cette parenthèse « près de chez eux ». Le public ciblé étant les ados, il ressort que ce public était globalement absent. Il a été compliqué d'attirer les jeunes de plus de 15 ans. L'inauguration a été finalement le principal moment où les ados étaient présents.

La mobilisation des différents professionnels sur ce projet a permis un rapprochement partenarial. Les professionnels qui sont intervenus ont convenu qu'il n'était pas si évident d'aller à la rencontre des différents publics. La plupart d'entre nous sommes habitués à exercer dans nos structures respectives, « dans les murs ». Ce type d'animation nécessite une ouverture d'esprit et un grand sens de l'adaptation.

PERSPECTIVES :

Les élus souhaitent que la caravane reste une entité SMJ. Ils souhaitent la continuité des « RDV caravane » avec une priorisation plus marquée en direction de la jeunesse Allonnaise. Il est demandé d'adapter nos sorties avec un contenu et des lieux et horaires plus ciblés. La décoration de la caravane devra être refaite pour une meilleure identification « jeune » (couleurs, graphisme...). A suivre... ■



ATELIER « ALLER VERS UN PUBLIC ÉLOIGNÉ »

Méthode et processus

CET ATELIER A ÉTÉ ANIMÉ PAR RÉGIS SECHER DU MOUVEMENT ATD QUART MONDE ET CHRISTELLE LUBIN (CONSEILLÈRE PÔLE PARTENAIRE DE LA CAF DE LA SARTHE). NOUS VOUS PROPOSONS ICI UN TEXTE RETRAÇANT DES ÉLÉMENTS ÉVOQUÉS DURANT L'ATELIER.

ENJEUX ET OBJECTIFS DE LA DÉMARCHE DU CROISEMENT DES SAVOIRS ET DES PRATIQUES

La lutte contre la grande pauvreté et les exclusions ne peut être efficace, produire des résultats durablement, que si elle est menée avec la pleine participation des personnes en grandes difficultés, soutenue par la mobilisation de tous, et dans la mesure où la cible est la réalisation par tous de l'ensemble des droits fondamentaux et le respect de l'égalité de dignité.

Le partenariat des personnes qui cumulent le plus les précarités est indispensable parce qu'elles ont un savoir d'expérience non seulement sur elles-mêmes et leur condition, mais aussi sur le monde environnant qui leur fait vivre ces situations de pauvreté, sur ce qu'il est et sur ce qu'il devrait être pour ne plus exclure les plus faibles (1). Leurs réflexions et analyses sont indispensables pour comprendre comment nous pouvons rendre nos sociétés plus humaines, plus justes et respectueuses des droits de l'homme.

Les savoirs de vie des personnes en grande pauvreté, croisés avec les savoirs académiques des scientifiques et de universitaires, les savoirs d'action des professionnels, sont source d'innovations, de changements et de progrès démocratiques. La recherche-action-formation par le croisement des savoirs, permet une meilleure compréhension des réalités, des problèmes de société, une co-production de connaissances plus justes et fondées. Cette approche renforce la capacité des acteurs à agir ensemble et en complémentarité, pour améliorer les conditions de vie des personnes en grande précarité, pour réaliser les transformations sociales nécessaires.

Il s'agit là d'un processus démocratique dont la finalité est la conception et la mise en œuvre

d'un projet de société, où chacun a pleinement sa place et une contribution. De ce fait, il est non seulement question d'un croisement des savoirs et des pratiques, mais également d'un croisement des pouvoirs d'agir et de décider.

EXPÉRIMENTATION DE LA DÉMARCHE

Le Mouvement ATD Quart Monde a initié la démarche du croisement des savoirs et l'a expérimentée en partenariat avec des institutions universitaires et professionnelles impliquées dans deux programmes franco-belges de recherche-action-formation « Quart Monde Université » (1996-1998) et « Quart Monde-Partenaire » (1999-2001). Les co-chercheurs-formateurs étaient des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté (militantes d'ATD Quart Monde), des personnes engagées à leurs côtés (volontaires-permanents), des universitaires, des professionnels. Ils ont travaillé ensemble en respectant la place et l'apport spécifique de chacun. Ils ont co-écrit les résultats de leur recherche. Une équipe pédagogique a encadré les travaux, qui ont été validés par deux comités composés de représentants d'institutions universitaires, professionnelles, d'ATD Quart Monde. Ces deux programmes ont abouti à l'écriture de 2 livres.

PÉDAGOGIE DU CROISEMENT DES SAVOIRS ET DES PRATIQUES (2)

« La lutte contre la misère et l'exclusion concerne de multiples acteurs en situation inégale. Les uns – professionnels, chercheurs, responsables institutionnels, politiques... – occupent une position haute. De par leur statut et leur fonction, ils disposent de certains pouvoirs. Leur savoir est reconnu. Les autres – les personnes vivant la pauvreté et l'exclusion – occupent une position basse, leur savoir est généralement ignoré, n'est pas pris en compte » (3).

Le croisement des savoirs entre ces différents acteurs suppose une volonté de changement, que chacun reconnaisse le savoir de l'autre et se mette dans une position de recherche et de formation mutuelle, afin d'agir ensemble. Il est donc indispensable que les personnes en grande pauvreté soient présentes et pleinement actrices à toutes les étapes du processus de croisement des savoirs. Leurs expériences et savoirs sont le point de départ et au centre de la démarche.

Pour que les différents savoirs – savoirs de vie, savoirs d'action et savoirs académiques – puissent se croiser, il faut d'abord qu'ils puissent se construire chacun collectivement, en toute liberté et autonomie. Une méthodologie rigoureuse est indispensable pour créer les conditions d'une parité dans l'échange.

Croiser les savoirs, c'est se confronter, cela implique de s'exposer au savoir et à l'expérience de l'autre, et de construire ensemble des connaissances, des propositions, à partir de la pluralité des apports.

EXEMPLES DE MISE EN PRATIQUE LES CO-FORMATIONS

Une co-formation met en présence des professionnels (15 à 20) et plusieurs personnes ayant l'expérience vécue de la pauvreté et de l'exclusion, militantes d'une association citoyenne. Une équipe pédagogique de 2 personnes minimum – l'une référente du groupe des professionnels, l'autre référente du groupe des militants – est garante des conditions nécessaires au croisement. Le travail est interactif et suppose l'implication de chacun.

L'objectif est l'amélioration de la connaissance mutuelle et des pratiques par la mise en œuvre du partenariat. D'une durée de 2 à 4 jours, une co-formation comprend un travail sur les représentations, l'analyse de pratiques sous les angles des logiques d'action, de la nature de la relation, des initiatives et prises de risques... Elle aboutit à mettre en évidence et en pratique des conditions essentielles du partenariat. Elle se conclut généralement par la restitution des travaux par les participants devant des

responsables institutionnels.

Depuis 2002, plus de 100 co-formations ont eu lieu (France, Belgique, Ile Maurice...).

LES RECHERCHES ET ÉTUDES

Des recherches-action et des études ont été entreprises en France, en Belgique, au Québec. Elles ont associé ou associent des personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté (militants d'ATD Quart Monde et d'autres associations citoyennes), des universitaires, scientifiques, professionnels praticiens et formateurs.

Exemples :

- Recherche en Belgique sur les indicateurs de pauvreté « Une autre approche des indicateurs de pauvreté »

<http://www.luttepauvrete.be/publicationsserviceindicateurs.htm>

- Étude « Les personnes en grande pauvreté comme acteurs politiques - De la dépendance subie à l'interdépendance choisie », dans le cadre du colloque à Sciences-Po Paris (décembre 2008) « La démocratie à l'épreuve de l'exclusion. Quelle est l'actualité de la pensée politique de J. Wresinski ? »

<http://www.atd-quartmonde.be/De-la-dependance-subie-a-l.html#atddownload>

- Recherche sur la santé avec l'Université de Sherbrooke (Québec, Canada)

- Recherche internationale en cours, en partenariat avec l'Université d'Oxford sur les dimensions de la pauvreté

- 1^{er} mars 2017, Colloque sur les recherches en croisement des savoirs organisé par ATD, le CNRS (Centre national de recherche scientifique) et le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers)

CE QUE PRODUIT LE CROISEMENT DES SAVOIRS

La mise en présence et la confrontation originale des acteurs provoquent des prises de conscience transformatrices, elles font évoluer les connaissances de soi et des autres, des réalités, mais aussi les relations et l'interaction entre les participants. La position et le statut des personnes en grande pauvreté (co-chercheurs-acteurs-formateurs) transforment les rapports de place, de pouvoir.

(1)- Joseph Wresinski « La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat » in « Refuser la misère, une pensée née de l'action » coédition Ed. Le Cerf – Ed. Quart Monde, 2007

(2)- Les principes éthiques et pédagogiques de la démarche sont présentés dans la « Charte du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté » - Ateliers du croisement des savoirs et des pratiques, 2006 <http://www.atd-quartmonde.fr/?Charte-du-croisement-des-savoirs>

(3)- Extrait de la Charte du croisement des savoirs

Le travail commun permet de développer les compétences des uns et des autres à communiquer et à comprendre des milieux qui leur étaient étrangers, à prendre en compte le savoir et les logiques de l'autre, à co-produire des savoirs plus complets. Il conduit à interroger les valeurs et normes sur lesquelles reposent nos sociétés, institutions et politiques, à faire évoluer les pratiques professionnelles, institutionnelles, sociales, à fonder des décisions, pour assurer à tous l'accès aux droits de tous.

La démultiplication des actions de croisement des savoirs, l'engagement d'acteurs des milieux associatifs, professionnels, universitaires, contribuent à créer de nouvelles perspectives, un courant de pensée, et inspirent des recherches-actions, des formations et des actions.

LE RÉSEAU WRESINSKI « PARTICIPATION ET CROISEMENT DES SAVOIRS »

Il est ouvert à toute personne engagée dans une démarche de partenariat et de participation active des personnes et populations en situation de grande pauvreté : professionnels, universitaires, militants associatifs engagés dans la lutte contre la pauvreté...

Les rencontres du Réseau qui ont lieu deux fois par an (animée par ATD Quart Monde). A partir des actions réalisées, elles permettent une réflexion entre les participants à propos de la mise en œuvre et du développement du croisement des savoirs, de dégager des pistes de travail, des thèmes de recherche. ■

RÉFÉRENCES

- « **Le croisement des savoirs - Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble** » coédition Ed. de l'Atelier-Ed. Quart Monde – Paris 1999 ; ce livre a été traduit en anglais sous le titre « The merging of knowledge – People in poverty and academics thinking together » University Press of America – 2007

- « **Le croisement des pratiques - Quand le Quart Monde et des professionnels se forment ensemble** » Ed. Quart Monde – Paris 2002

Ces deux livres ont été réédités en un seul volume :

- « **Le croisement des savoirs et des pratiques** » coédition Ed. de l'Atelier et Ed. Quart Monde – Paris 2008

La mise en pratique du croisement des savoirs et des pratiques et les effets transformateurs sont présentés de manière détaillée dans le livre

- « **Le croisement des pouvoirs - Croiser les savoirs en formation, recherche, action** » coédition Ed. de l'Atelier-Ed. Quart Monde – Paris 2008.

• Charte du croisement des savoirs :

En français : <http://www.atd-quartmonde.fr/Charte-du-croisement-des-savoirs>

- Bulletin Quoi de Neuf (actualité du croisement des savoirs) : <http://www.croisementdessavoirs.org/>

- Film « **Quand le Quart Monde rencontre l'Université** » Editions Quart Monde 30 minutes, 1999. Version en anglais

- Film « **De la participation au croisement des savoirs – Faire grandir la démocratie** » Editions Quart Monde, 32', 2015.

SITE WEB ET ADRESSES ÉLECTRONIQUES

Site Web : <http://www.croisementdessavoirs.org/>

Ateliers du croisement des savoirs :

ateliers.cdsp@atd-quartmonde.org

Réseau Participation et croisement des savoirs :

secretariat.croisementdessavoirs@atd-quartmonde.org ■



ATELIER « UN PAS DE CÔTÉ »

Voyage d'étude en Italie

L'ATELIER A ÉTÉ ANIMÉ PAR CATHERINE CLOUET-ANCLAS (DDCS 72) ET LIONEL BOUCHER (CEMEA PAYS DE LA LOIRE).
UNE PRÉSENTATION DE L'ANIMATION JEUNE EN ITALIE A ÉTÉ FAITE PAR PAOLA ZANCANARO (EN SERVICE VOLONTAIRE À LA MAISON DE L'EUROPE DE SARTHE) ALICE MAZZOLI (ANCIENNE VOLONTAIRE AU CEMEA PAYS DE LA LOIRE)

La première partie de l'atelier a été la présentation du précédent voyage d'étude organisé (cf. compte rendu de ce voyage d'étude :

<https://drive.google.com/file/d/0ByQRbB8sf4i0RDZCNFFrOVJTRWs/view>).

La seconde partie de l'atelier a permis de se projeter sur le prochain projet de mobilité en Italie qui aura lieu fin septembre, début octobre 2019.

Le système scolaire et l'éducation non-formelle en Italie

LES ÉCOLES ET LES LYCÉES ONG, SCOUTS, CENTRES SOCIAUX, CENTRES DE LOISIRS « EDUCATORI » VS. « ANIMATORI »

LE SYSTÈME SCOLAIRE

- 3 années de « asilo nido » : **0-3 ans**

- 3 années de « scuola materna » : **3-6 ans**

- 5 années de « scuola primaria » (ou « scuola elementare ») : **6-11 ans**

- 3 années de « scuola primaria di secondo grado » (ou « scuola media ») : **11-14 ans**

- 5 années de « scuola superiore » (Liceo, Istituto professionale, Istituto tecnico) : **14-19 ans** (+ épreuve du bac)

- **6-18 ANS** → éducation nationale, gratuite et obligatoire

- « **TEMPO PIENO** » → de 8h30 à 16h30 (les enfants mangent à l'école tous les jours et l'école peut organiser des activités d'éducation non-formelle pendant l'après-midi)

- « **TEMPO NORMALE** » → de 8h30 à 13h30 (les enfants mangent à la maison et ils ont l'après-midi pour faire d'autres activités comme du sport, musique, « doposcuola », etc)

- Tout le monde va à l'école du lundi au samedi (des exceptions sont possibles : par exemple, des fois l'école s'organise pour faire des cours l'après-midi et ferme le samedi)

- **ÉCOLES PRIVÉES** : elles ne sont pas vraiment importantes en Italie; très chères; les parents préfèrent généralement l'école publique; peuvent être soit laïques ou religieuses

- **LES ONGS** peuvent gérer des projets d'éducation non-formelle dans les établissements scolaires, mais seulement si les professeurs et les écoles veulent participer à des projets éducatifs



Autres dispositifs d'éducation non-formelle

DOPOSCUOLA : similaire aux TAPs en France, ce sont des activités organisées par des associations (ou des fois pour les paroisses) pour pouvoir laisser les enfants dans l'école après la fin de l'horaire scolaire

CAMPI ESTIVI : ils sont organisés pendant l'été pour permettre aux parents qui travaillent de laisser les enfants à l'école toute la journée. Ils sont toujours organisés par des ONG laïques et travaillent avec des activités dans le cadre de l'éducation non-formelle

COLONIE/CENTRI ESTIVI RESIDENZIALI : Moins utilisés parce que généralement plus chers, même s'ils se déroulent pendant un temps plus limité (en général, entre 2 semaines et 1 mois). Ils sont organisés soit par l'église soit par des organisations laïques pour permettre aux enfants et aux ados d'aller en vacances en autonomie avec un groupe de jeunes du même âge et avec des professionnels de l'éducation non-formelle qui organisent des activités liées à la thématique de chaque voyage

CENTRI DI AGGREGAZIONE GIOVANILE (CENTRES DE LOISIRS) : Il y a beaucoup de « Centri di Aggregazione Giovanile » en Italie, dans les grandes villes mais même des fois dans les petits villages. Normalement, ils ne sont pas encadrés par l'État et généralement les jeunes qui travaillent là sont des bénévoles. Ils peuvent être gérés (et financés) soit par des ONG soit par la mairie, et ils font partie des dispositifs locaux pour prévenir le malaise de la jeunesse. Ils accueillent principalement des adolescents.

Scouts: laïcs et catholiques Les « Grest »



SCOUTS : Pour enfants et adolescents. Bénévoles pour la gestion des activités, qui sont plutôt des jeunes d'environ 20 ans ou des adultes (généralement qui ont fait les scouts avant)

• Scouts laïcs : Corpo Nazionale Giovani Esploratori ed Esploratrici Italiani - **CNGEI**

• Le CNGEI offre la possibilité de faire un service civique comme organisateur des activités et il gère aussi des projets de mobilité à l'étranger

• Scouts catholiques : Associazione Guide e Scouts Cattolici Italiani - **AGESCI**

• **GREST** : l'idée est la même que les « Centri estivi », mais les Grest sont gérés par les paroisses locales qui organisent des activités pour les enfants de l'école primaire, et des fois pour les adolescents aussi. Généralement, ils sont plutôt créés dans les petits villages où il n'y a pas beaucoup de financements de la mairie\privé pour l'éducation non-formelle veulent participer à des projets éducatifs

L'ÉDUCATION NON-FORMELLE: PETIT LISTE D' ONGS

CEMEA (éducation non-formelle dans les écoles et training professionnel)

YUNET (mobilité internationale)

IFOM (VET centre, training professionnel)

LIBERA (anti-mafia)

MAESTRI DI STRADA (éducation non-formelle, dans la « rue »)

L'ORMA (éducation non-formelle, dans les écoles)

ARCI (culture et loisir) et **ARCIGAY** (droits LGBT)

UISP (sport pour tous)

AICS (association italienne culture et sport)

NEXT GENERATION ITALY (intégration)

MONDODONNA (intégration et inégalité entre les sexes)

AISEC, RETE DEGLI STUDENTI MEDI, LINK (pour les étudiants de l'université)

« Centri Sociali Autogestiti »

• Différents des centres sociaux en France

• Bâtiments publics mais abandonnés et pas utilisés par la ville que des jeunes occupent pour organiser des activités sportives, culturelles et des fois pour y habiter ou, plus récemment, accueillir des réfugiés

• Gérer des jeunes par les jeunes, financé par eux-mêmes et par les jeunes qui payent pour les activités : activités sportives à petit prix; festivals de musique, culture et art; promotion de produits locaux et des fois production et vente de produits sur la place pour financer les activités;

• Généralement actives au niveau politique



TPO - TEATRO POLIVALENTE OCCUPATO (BOLOGNE)
OZ (BOLOGNE)
LÀBAS (BOLOGNE)
XM24 (BOLOGNE)
SPARTACO (ROME)
CORTO CIRCUITO (ROME)
SANS PAPIERS (ROME)
ACROBAX (ROME)
LA STRADA (ROME)

LEONCAVALLO (MILAN)
CANTIERE (MILAN)
ZAM AUTONOMOUS AREA (MILAN)
AURO (CATANIA)
LIOUTRO (CATANIA)
ASKATASAUNA (TURIN)
VITTORIA (TURIN)
OFFICINA 99 (NAPLES)
JE' SO PAZZO (EX OP6) (NAPLES)

FINANCEMENTS

RÉGIONS (20) ET MUNICIPALITÉS

→ Ils peuvent payer pour les activités des « centri estivi » et pour les activités du « doposcuola », mais aussi des fois pour des projets spécifiques présentés et gérés par les ONG qui travaillent avec l'éducation non-formelle

ÉTAT

→ Projets nationaux: généralement ce sont les écoles qui peuvent demander l'argent mis à disposition par l'État. Après, ils peuvent l'utiliser pour payer les ONG qui travaillent dans leur établissement autour du projet ou pour former leurs professeurs/enseignants, par exemple

UNION EUROPÉENNE

→ Avec Erasmus+ et autres projets liés à des thématiques précises, l'UE met de l'argent à disposition, soit directement des ONG, soit des régions qui peuvent faire des appels à projet pour les écoles ou les associations qui travaillent avec l'éducation non-formelle

FAMILLES

→ Souvent, les activités qui ne font pas partie de l'éducation formelle sont payées directement par les familles (des fois avec l'aide de l'État, mais pas normalement)

AUTOFINANCEMENT

→ Souvent, les ONGs, les centres des loisirs et les centres sociaux organisent des activités tout public payantes ou ils reçoivent des dons (normalement, par les gens qui bénéficient des activités)

VIDÉOS

SVE/CES @ « Fenix » (Centre de Loisirs, Rome): <https://www.youtube.com/watch?v=UZtm3uDXmss>

Voyage d'échange à Peniche (Portugal) coordonné par le « CEMEA del Mezzogiorno »: <https://www.youtube.com/watch?v=beFnBiPkkRE>

« Maestri di Strada », Manes, L'école de la Mer: <https://www.youtube.com/watch?v=BTOeybBKInM>

« OZ » [Opening Night] + AICS (Association Italienne Culture et Sports), Bologne: <https://www.youtube.com/watch?v=l5HSJXguuy4>

« Tandereig » (Centro di Aggregazione Giovanile), Fête de la culture 2018: https://www.youtube.com/watch?v=yNW_XzNA6js

Questionnements en lien à la présentation faite par Alice MAZZOLI et Paola ZANCANARO

→ Échange autour des rythmes scolaire : Les horaires scolaires en Italie favorisent les apprentissages le matin et ceci du lundi au samedi. Il y a deux options au choix des familles : soit les enfants sont pris en charge par l'école jusqu'à 16h30 avec l'après-midi consacrée à des activités d'éducation non formelles, soit l'école termine à 13h30 et à charge aux familles de faire manger leurs enfants et d'organiser leur après-midi.

→ Les vacances scolaires sont concentrées durant l'été. Il y en a moins durant l'année. La différence avec la France, c'est que l'État s'y implique peu (peu de financement, peu de législation). Différentes structures proposent donc des activités sans un cadre « national » à ces accueils. C'est en fonction des bonnes volontés locales avec appel au bénévolat de manière importante dans certaines structures.

→ Les financements des activités (il n'y a pas de CAF en Italie) : la commune, la région, l'Europe permettent de trouver des financements pour les activités sur appel à projet. C'est une des raisons de la forte présence des paroisses dans les quartiers et qui proposent des accueils qui sont gérés par des bénévoles.

→ La question des réglementations est à retravailler. Nous n'avons pas eu le temps de l'explicitier dans le cadre de cet atelier.

→ La formation des professionnels et bénévoles : il n'y a pas de formations professionnelles à l'animation (mais formation à l'interne des structures associatives). Il y a des cursus universitaires mais qui sont davantage sur le travail social.

→ Les « Centri Sociali Autogestiti » (lieux très politisés, sur un lieu « squat ») ne sont pas à confondre avec nos centres sociaux français.

→ La place des familles : elle n'est pas centrale dans la mise en œuvre des structures. Pour au tant, c'est la famille qui doit prendre en charge l'éducation de ses enfants. Nous n'avons pas pu travailler les impacts du passage du fascisme en Italie sur l'encadrement de l'enfance et la jeunesse, cela sera quelque chose que le voyage d'étude pourra apporter.

→ Il y a des lieux (gérés par des paroisses) non mixtes. Mais ce n'est pas généralisé. ■

LA CONCLUSION
DES REGARDS CROISÉS VU PAR LA
« COMPAGNIE-LA-LIMPROST
-THÉÂTRE-FORUM

Extraits...

Si le « hors murs » doit nous permettre de faire un « pas de côté », à force de faire des « pas de côté » n'allons nous pas retourner dans les murs ? ...

... Aller « hors les murs c'est s'exposer aux jeunes, aux personnes qui entourent les murs devant, derrière, à l'horizon ...

... Travailler « hors les murs » est signe de courage mais n'ayons pas peur « la nuit tombe bien assez tôt »...

... Si notre volonté est de travailler « hors les murs, doit on démonter les parpaings et les briques de bâtiments pour ne conserver que les toits ? ...

... Pourquoi aller « hors les murs » pour aller au contact des habitants ? ...

... Mais ce « hors les murs est il un voyage sans retour ? ...

L'OBSERVATOIRE SARTHOIS DES POLITIQUES DE JEUNESSE



QUI SOMMES NOUS ?

L'Observatoire Sarthois des Politiques de Jeunesse est une instance partenariale qui regroupe les différents acteurs du département autour des politiques éducatives de jeunesse : institutions et services de l'État, collectivités locales et leurs représentants, organismes sociaux, fédérations d'éducation populaires, structures ressources, professionnels de l'animation.

Il travaille en étroite cohérence avec le « Réseau Animation Jeunesse » et des structures ressources thématiques « ARJ Accompagnement Ressources Jeunesse ».

Il organise depuis 2014 le séminaire « Regards Croisés ». Il est animé par la DDCS de la Sarthe.

Cet observatoire se veut un lieu de débat, d'échanges et de réflexions sur les politiques jeunesse du département. Il devra regrouper les différentes institutions, les ARJ, des membres de la société civile, le conseil général des jeunes, les grandes collectivités locales, les mouvements de jeunesse...

L'OBSERVATOIRE A LES MISSIONS SUIVANTES :

- Réunir les acteurs mobilisés autour des politiques en faveur de la jeunesse
- Proposer et produire des études à intérêt départemental
- Expérimenter des démarches innovantes sur les territoires.
- Communiquer sur les actions mises en place dans le département.
- Capitaliser les expériences acquises.



Réseau Animation Jeunesse

IL RASSEMBLE LES ANIMATEURS ET LES COORDINATEURS JEUNESSE DU DÉPARTEMENT.

Depuis sa création, le réseau Animation Jeunesse se réunit en plénières plusieurs fois par an. Les rencontres permettent d'échanger en grand groupe ou en petits groupes, de découvrir des pratiques, les actions, les locaux...

Le lieu d'accueil change à chaque fois, sur proposition des participants. Un comité de pilotage composé d'animateurs volontaires et de la DDCS se charge de préparer les rencontres plénières avec la participation active des ARJ. Ces animateurs représentent le Réseau Animation Jeunesse lors des rencontres plénières de l'Observatoire. En outre, les professionnels peuvent échanger entre eux dans le groupe Facebook privé «Espaces Jeunes en Sarthe».

Regards Croisés

C'est une journée de rencontre et d'échanges proposée par l'Observatoire pour réunir les élus, les professionnels et tous les acteurs des politiques éducatives de jeunesse.

Une rencontre annuelle depuis 2014.



LES 4 PÔLES RESSOURCES ARJ

PRATIQUES CULTURELLES AMATEURS

MJC Ronceray - l'Alambik !
Adeline Rousseau
Bd de la Fresnellerie
72100 Le Mans
Tel : 02 43 72 52 22
info@mjc-ronceray.org
www.mjc-ronceray.org

PRATIQUES NUMÉRIQUES

Association départementale Les Francas
Charlie Guillot
5 rue Jules Ferry - 72000 Le Mans
Tel : 02 43 84 05 10
cguillot@francas-pdl.asso.fr
www.francaspaysdelaloire.fr

ANIMATION HORS LES MURS, GENRE

Antenne départementale des CEMEA
Lionel Boucher et Stéphane Carré
71 avenue Yseux - 72000 Le Mans
accueil.lemans@cemea.pdll.org
www.cemea-pdll.org

MOBILITÉ INTERNATIONALE

Maison de l'Europe
Claire Manceau
1 rue Hippolyte Lecornué
72000 Le Mans
Tel : 02 43 29 38 34
contact@mde-lemans72.eu
www.maison-europe-le-mans-sarthe.eu/

Accompagnement Ressources Jeunesse

Afin de faciliter la mise en place de projet d'animation ou d'accompagnement de qualité à destination des jeunes, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale a souhaité mettre en place un réseau départemental d'acteurs ressources au service des professionnels de la jeunesse.

Ainsi 4 structures Sarthoises sont labellisées ARJ (Accompagnement Ressources Jeunesse) autour de 4 thématiques différentes : pratiques culturelles amateurs, mobilité internationale, pratiques numériques des jeunes, initiatives). Elles s'engagent sur plusieurs dimensions :

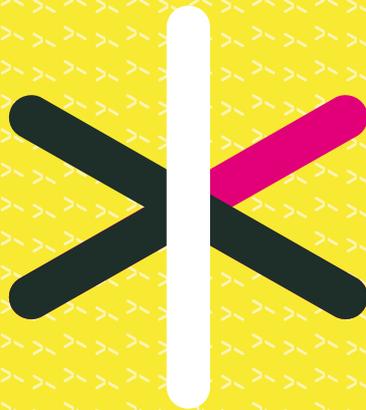
- Mise en place d'actions de communication et de diffusion de l'information relative à leur thématique
- Réalisation d'action de soutien des professionnels jeunesse (mise en réseau, formation ...)
- Accompagnement direct des professionnels dans le montage de leur projet

LES PÔLES RESSOURCES ARJ

Quatre pôles ressources thématiques labellisés «Accompagnement Ressource Jeunesse» pour accompagner les projets des professionnels de la jeunesse et les jeunes :

LES EXPÉRIMENTATIONS DES ARJ :

Le principe de cette démarche est que chaque ARJ propose aux amateurs et aux structures une action à caractère expérimentale. Mises en œuvre pour les jeunes, ces actions se dérouleront durant l'année scolaire 2014/2015 selon des rythmes qui leurs seront propres. Aux propositions des ARJ peuvent s'ajouter des propositions collectives imaginées par des animateurs.



Organisé par



En partenariat avec

